



## LA FILIERE LAITIERE A BOBO-DIOULASSO



Version définitive du 22 mai 2018

Par Guillaume DUTEURTRE et Arielle VIDAL

CIRAD, 2018

*Remerciements:* Cette étude a été réalisée en mars 2018 par le CIRAD sous la supervision de Stéven Le Faou (Afdi) et d'Issoufou Porgo (CPF). Les visites ont été conduites avec l'appui de Mr Florentin Sanou, notamment pour les traductions. Les auteurs remercient Afdi, la CPF, le CIRDES et l'UMPL-B pour leur soutien, ainsi que l'ensemble des organisations et des personnes rencontrées pendant les entretiens de terrain. Afdi, la CPF, ou le CIRAD ne sauraient être tenus pour responsables des idées exposées dans le présent rapport, qui reflètent uniquement le point de vue des auteurs.

*Référence :* Duteurtre G. et Vidal A., 2018 : « La filière laitière à Bobo-Dioulasso », rapport final, étude réalisée à la demande d'Afdi, CIRAD Montpellier, Mai 2018, 38 p. + annexes

*Photo de couverture :* ferme laitière dans le village de Farakoba

© : CIRAD (Département ES, UMR Selmet) et Afdi

Mai 2018

## Résumé

Avec plus d'un demi-million d'habitants, la ville de Bobo-Dioulasso représente un marché d'environ 16,500 tonnes équivalent lait (EL) par an. La poudre de lait et le lait concentré constituent 64% de ce marché, le lait caillé et le *dègué* comptent pour 28%, et le lait pasteurisé local pour 8 %. Les beurres, crèmes et fromages importés ou locaux interviennent pour une part très faible dans l'approvisionnement de la ville. Ce marché est en croissance, notamment pour le lait en poudre, le lait pasteurisé, le yaourt sucré et le *dègué*. L'offre en lait local se divise en 2 : d'une part, les ventes directes et sur les marchés de lait frais et de produits traditionnels tels que le lait caillé ou l'huile de vache ; d'autre part le lait collecté par les unités de transformation artisanales. Sur un total de 30 unités artisanales de transformation du lait installées à Bobo-Dioulasso, 14 mini-laiteries collectaient du lait en 2017, pour un total estimé à 375 tonnes de lait par an. Ce lait de collecte provenait à 40% d'agro-pasteurs résidents dans un rayon de 60 km autour de la ville. Le reste (60%) était produit par une quinzaine de fermes laitières commerciales situées dans la ville ou en périphérie très proche. Ce lait local est essentiellement transformé en lait pasteurisé en sachets thermo-soudés, et, dans une moindre mesure, en fromage. Le gros de l'activité des unités de transformation artisanales consiste à fabriquer du yaourt brassé sucré et du *dègué* à partir de poudre lait. Ces produits sont commercialisés en sachets thermo-soudés, en pots ou en bouteilles plastiques (*bidons*). En plus du lait pasteurisé, la fabrication de yaourt de qualité, de crème, d'huile de vache (beurre clarifié) et de fromages constitue des segments de marchés susceptibles d'offrir des opportunités au lait local. Pour appuyer le développement durable de cette filière, plusieurs actions de partenariats durables incluant des OP pourraient être envisagées.

**Mots-clés :** Filière lait, commerce, production laitière, Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

**CHEZ MOUNIRATOU**  
**VENTE DE PRODUITS**  
**LAITIERS-PURE-LATT DE**  
**VACHE**  
**LAIT FRAIS**  
**LAIT PASTEURISE**  
**LAIT CAILLEE**  
**Y AOURT**  
**LES OEUFS FRAIS**  
**BIEN MANGER**  
**MIEUX VIVRE**  
**M'APPARTIENT ENT CE QUI EST DANS**  
**MON VENTRE**  
**NOS PRODUITS VENDU NE**  
**SONT: NI REPRIS NI REMBOURSER**  
**NI ECHANGER**

## Sommaire

<b>Résumé</b>	<b>3</b>
<b>Sommaire</b>	<b>5</b>
<b>Liste des sigles et acronymes</b>	<b>6</b>
<b>1. Contexte général de l'étude</b>	<b>7</b>
La filière laitière en Afrique de l'Ouest : situation et enjeux	7
Les politiques et projets de développement laitier au Burkina-Faso	10
La province du Houet	11
Présentation générale de la filière	14
Méthodologie de l'étude	16
<b>2. Le potentiel du marché local : la consommation des produits laitiers à Bobo-Dioulasso</b>	<b>16</b>
Un marché en forte croissance	16
Les différents usages des produits laitiers	18
Les prix des produits	19
Le marché du lait pasteurisé : pratiques d'achats	20
Conclusion et segments porteurs	22
<b>3. L'élevage et la production laitière dans la province du Houet</b>	<b>22</b>
Typologie des éleveurs et potentiel de l'offre	22
Une production très saisonnière	25
Contraintes techniques et organisationnelles au développement de l'offre	26
L'importance des contrats amonts et aval	29
<b>4. Les circuits de collecte et de transformation</b>	<b>29</b>
Les ventes directes	29
Le circuit des mini-laiteries	29
Les groupements de collecte	30
Le prix du lait	31
Diagnostic des OP et dynamique institutionnelle dans la transformation	31
<b>6. Propositions et pistes d'actions</b>	<b>32</b>
<b>Conclusion</b>	<b>35</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>35</b>

<b>Annexes</b>	<b>40</b>
<b>A1 : Petit lexique sur le lait à Bobo-Dioulasso</b>	<b>41</b>
<b>A2 : Termes de références de l'étude</b>	<b>42</b>
<b>A3 : Liste des personnes rencontrées</b>	<b>47</b>
<b>A4 : Fiche sur le Wagashi</b>	<b>48</b>
<b>A5 : notes sur les producteurs d'aliments et de tourteaux</b>	<b>49</b>

## Liste des sigles et acronymes

Afdi : Agriculteurs Français et développement International

ATL-HB : Association des Transformateurs laitiers, région des Hauts-Bassins

CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CIRDES : Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide

COPROLAIT : Coopérative des Producteurs de lait

CPF : Confédération paysanne du Faso

FEB : Fédération des Eleveurs du Burkina

IPROLAIT/BF : Interprofession de la filière du lait du Burkina

UMPL-B : Union des minilaiteries et des producteurs de lait local du Burkina

## 1. Contexte général de l'étude

Ce rapport vise à décrire l'organisation et le fonctionnement de la filière laitière dans la province du Houet (Burkina Faso) où se situe la ville de Bobo-Dioulasso. Les objectifs généraux de l'étude sont doubles : il s'agit pour la CPF d'envisager le développement de solutions de collecte auprès des éleveurs membres correspondant à l'évolution de la demande. Pour Afdi, il s'agit de créer des partenariats entre organisations agricoles françaises et africaines autour de projets économiques responsables. Les objectifs spécifiques de l'étude sont les suivants :

- Objectif 1 : Caractériser le potentiel du marché local
- Objectif 2 : Définir le potentiel de l'offre local
- Objectif 3 : Identifier les goulets d'étranglement et les solutions

Le rapport débute par une présentation du contexte général de l'étude, rappelant les raisons de s'intéresser au commerce du lait local. Il propose ensuite une analyse de la demande locale, de l'offre en lait local, puis du secteur de la transformation. L'étude conclut sur un certain nombre de propositions pour orienter des investissements productifs responsables, en partenariat avec des organisations professionnelles locales.

### La filière laitière en Afrique de l'Ouest : situation et enjeux

Le secteur laitier en Afrique connaît actuellement de profondes transformations. En dépit du faible pouvoir d'achat des consommateurs, le marché des produits laitiers est en émergence. Avec une population de 1,03 milliards d'habitants, l'Afrique Subsaharienne est la région du monde dont la population a cru le plus rapidement au cours des 5 dernières années. La population a quintuplé depuis 50 ans. La population urbaine, en particulier, est en hausse rapide. C'est désormais 39% de la population qui vit en ville en Afrique subsaharienne. La région a connu par ailleurs depuis 10 ans un taux de croissance du PIB supérieur à 4%. Les revenus des ménages augmentent, notamment ceux de la classe moyenne, et la demande intérieure est en plein essor (Duteurtre et al., 2018). La consommation apparente de produits laitiers en Afrique subsaharienne est ainsi passée en valeur cumulée de 4,1 à 21,6 millions de tonnes EL au cours des 50 dernières années. Ce boom a correspondu à une augmentation de la consommation moyenne par habitant de 22 à 28 kg EL/personne/an sur la période.

Cependant, la région a aussi été marquée par la difficile émergence du marché du lait de collecte. En effet, deux éléments expliquent ces blocages : d'une part, le lait en Afrique est très fortement autoconsommé au sein des systèmes agro-pastoraux, et la part du lait collecté est beaucoup plus faible que dans les autres régions du monde ; d'autre part, le marché est très fortement ouvert aux importations, qui représentent 14 % de la consommation en produits laitiers de toute l'Afrique subsaharienne, et 30 % du disponible en lait de vache pour la seule Afrique de l'Ouest, soit un déficit commercial de -1,9 millions de tonnes EL. Dans de nombreux pays côtiers où l'élevage pastoral et agropastoral est peu développé, comme en Côte d'Ivoire ou au Togo, les importations représentent même plus de 75% de la consommation. Il s'agit pour l'essentiel de poudre de lait importée en vrac, et utilisée dans l'industrie laitière. Il s'agit aussi, mais pour une faible part, de produits importés prêts à la consommation. La part du lait importé est encore plus élevée dans les villes. A Bamako, Dakar ou Ouagadougou, par exemple, plus de 90 % du lait consommé est issu de la poudre importée.

Or, malgré ces difficultés, il existe pour les producteurs laitiers africains des raisons d'espérer. La volatilité des prix du lait en poudre sur le marché mondial encourage depuis plusieurs années certaines industries à se tourner vers le lait local, dont le prix est beaucoup plus stable. Par ailleurs, de nombreux projets de développement de l'élevage ont encouragé la mise en place de petites laiteries, d'ateliers de transformation, ou de centres de collecte en zone rurale. Au-delà des échecs de certains projets, on assiste à de nombreux succès qui soulignent les potentiels de l'élevage local pour répondre à la demande croissante. Les filières laitières apparaissent ainsi comme des vecteurs de création de revenus et d'emplois en zone rurale (Duteurtre et Corniaux, 2013 ; Corniaux et al., 2014 ; Broutin et al., 2018).

Les grands débats et enjeux de développement de la filière tiennent d'abord à la place respective donnée aux agro-pasteurs et aux fermes intensives périurbaines dans les programmes de développement. En effet, les difficultés de collecte du lait en milieu pastoral contrastent avec l'orientation commerciale des fermes laitières périurbaines organisées sur un mode beaucoup plus intensif, et situées en zones périurbaines. Pourtant, les agro-pasteurs représentent en Afrique de l'Ouest des gisements d'emploi rural et des acteurs incontournables de la gestion des espaces agricoles et pastoraux. Il convient, de ce fait, de mettre tout en œuvre pour favoriser les systèmes de collecte ruraux qui sont en émergence (Duteurtre, 2007 ; Corniaux et al., 2013).

Par ailleurs, les débats sur les politiques et les projets de développement laitiers en Afrique de l'Ouest sont marqués par la place des différentes entreprises privées de collecte et de transformation du lait. Comme l'exprime la Laiterie Tiviski (Nouakchott) qui collecte du lait en milieu pastoral : *« De manière générale, le développement du secteur rural passe par des industries et autres entreprises locales qui achètent, traitent et conditionnent la production pour la commercialiser dans les villes ou à l'export. C'est vers ces entreprises qu'il faut orienter les soutiens et les financements, car les pasteurs ne peuvent pas à eux seuls remplir ce rôle (...). D'autre part, il faut souligner l'efficacité de divers systèmes d'appui aux éleveurs, mis sur pied par les entreprises, grâce à la possibilité de récupérer les paiements des intrants [comme les aliments] sur le prix du lait ».* (Ichidou, 2013). Cette vision contraste avec la vision administrée du développement de l'industrie laitière, qui a promu jusqu'à récemment la mise en place de laiteries industrielles d'Etat. Nous verrons que le Burkina Faso n'échappe pas à ce débat.

La position de nombreuses organisations d'éleveurs et d'ONG vis-à-vis de ces entrepreneurs ou vis-à-vis des laiteries industrielles d'Etat est cependant souvent assez prudente. Et de nombreux projets appuient au contraire des unités de type collectif ou coopératif. Comme l'expriment les ONG en charge de l'animation du projet Nariindou au Niger : *« Un nouveau type d'acteur intermédiaire est apparu dans plusieurs pays (Niger et Mali notamment) : les centres de collecte paysans multi-services (...). Partout où de telles stratégies de centres de collecte ont été adoptées, la filière lait local s'est rapidement structurée et développée. Des centres de collecte gèrent en effet facilement 1.000 à 2.000 l/j de lait cru, c'est-à-dire la production de plusieurs centaines d'éleveurs (...). Alors que les mini-laiteries semblent stagner avec des capacités de 100 à 200l/j, voire à régresser, les centres de collecte affichent des taux de croissance à 2 chiffres de leur collecte (...). La promotion de tels centres de collecte offre donc une opportunité unique pour développer et structurer les filières lait local. ».* (Iram, 2016).



D'un point de vue régional, les débats sur les politiques laitières en Afrique de l'Ouest ont aussi été marqués par la baisse récente des droits de douane à l'importation. Dans la plupart des pays africains, en effet, les politiques de libéralisation du commerce ont encouragé la baisse des droits de douane aux importations. L'intégration économique au sein de grands ensembles régionaux a notamment abouti à l'élaboration de « Tarifs Extérieurs Communs » (TEC) prévoyant la convergence progressive entre pays des droits de douane. Chaque communauté économique a ainsi défini 4 ou 5 catégories de produits dont les tarifs douaniers à l'importation ont été fixés à des niveaux très bas, de manière à favoriser les échanges internationaux. Cette harmonisation progressive du TEC permet aussi la mise en œuvre de zones de libre-échange internes au sein de ces unions douanières.

En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO regroupe aujourd'hui 15 pays de la région, plus 2 membres associés ou en cours d'adhésion<sup>1</sup>. Cette organisation créée en 1975 vise à promouvoir la constitution d'une union politique et d'un marché commun ouest-africain. Principal outil de cette intégration économique, le TEC CEDEAO est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, définissant 5 catégories de produits : la Catégorie 0 « biens sociaux de base » (sans droit de douane à l'importation); La Catégorie 1 « biens de 1ère nécessité et matières premières de base » (soumis à 5% de taxes); La Catégorie. 2 « intrants et produits intermédiaires » (soumis à 10%); La Catégorie 3 « biens de consommation finale » (soumis à 20%); et la Catégorie 4 « biens spécifiques pour le développement économique », dits aussi « produits sensibles » (soumis à 35%) (voir Tableau I).

Tableau I : Niveaux du TEC (tarif extérieur commun) pour les produits laitiers dans la zone CEDEAO

	Catégorie	Niveau du TEC
Lait et crème de lait en poudre (vente en pharmacie)	1	5%
Lait et crème de lait en poudre (emballages de + de 25 kg)	1	5%
Lait concentré - de 1,5% m.g.	1	5%
Huile de beurre et matières grasses de beurre industrielles	1	5%
Lait et crème de lait en poudre (emballage de - de 25 kg)	2	10%
Lait concentré + de 1,5% m.g. (emballage de + de 25 kg)	2	10%
Lait concentré + de 1,5% m.g. (emballage de - de 25 kg)	3	20%
Lait et crème de lait (non concentré, non additionné de sucre)	3	20%
Beurres et fromages	3	20%
Yaourts	4	35%

Source : TEC CEDEAO 2017 Version Sydam World Libelle révisé (site web des douanes CI)

Bien sûr, ces tarifs douaniers doivent être envisagés dans un cadre national, et non pas seulement pour leur impact vis-à-vis du marché du lait local. En effet, ces politiques commerciales libérales visent à promouvoir l'accès des populations urbaines et des industries à des produits et matières premières bon marché. Cependant, plusieurs acteurs considèrent que le développement d'une filière laitière locale nécessite une réévaluation de ces niveaux de taxation. Comme l'indiquent Broutin et

<sup>1</sup> La CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest) regroupe 15 pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo. En plus de ces 15 membres, le Maroc a adressé en décembre 2017 une demande d'adhésion à la CEDEAO pour laquelle l'organisation a donné son accord de principe. Par ailleurs, la Mauritanie a signé en août 2017 un accord d'association avec la CEDEAO.

al. (2018), « *Les importations de lait et de produits laitiers exercent une concurrence sur le lait et les produits laitiers locaux au niveau à la fois de la transformation et de la consommation. Un soutien à la filière lait local implique de combiner des actions de politiques agricoles et industrielles au niveau de la production et de la transformation, de peser sur la compétitivité-prix relative entre produits importés et produits locaux, en particulier au moyen de politiques commerciales, et de mener une politique offensive de promotion des produits à base de lait local auprès des consommateurs.* »

Ces grands débats qui concernent les types d'acteurs qui doivent être appuyés et les orientations politiques à promouvoir sont particulièrement vifs au Burkina-Faso.

## **Les politiques et projets de développement laitier au Burkina-Faso**

L'élevage pastoral représente au Burkina-Faso entre 12 et 15% du PIB. Le Burkina Faso dispose d'un important potentiel laitier avec plus de 8 millions de bovins, plus de 7 millions d'ovins et plus de 11 millions de caprins. Au total, le pays possède 532 bovins pour 100 habitants. Il produit en moyenne 14 litres de lait de vache par an et par habitant, ce qui le place au 3ème rang des pays de l'Afrique de l'Ouest pour le disponible laitier. Toutefois, la plus grosse part du lait produit est autoconsommée. Le lait local n'intervient que faiblement dans les circuits de commercialisation et de transformation du lait. Du coup, le pays importe chaque année des quantités croissantes de poudre de lait. Alors que les importations représentaient 15 à 20 000 tonnes au début des années 2000, elles ont atteint près de 80,000 tonnes équivalent lait en 2013, soit un montant de 11,8 milliards de Fcfa. C'est le 6ème poste d'importation après le pétrole (471 milliards), les céréales (106 milliards), le tabac (28 milliards), le gaz (27 milliards) et le sucre (25 milliards). Pour un disponible laitier estimé à environ 30 kg EL/habitant/an, plus de 10 % sont donc importés (Faostat, 2018). Comme les autres pays de la sous-région, le Burkina Faso souffre ainsi de la déconnexion entre les systèmes d'élevage et les marchés urbains.

Plusieurs programmes de développement ont entrepris d'appuyer les systèmes de collecte de lait local. C'est notamment le cas du PAPSA (Projet d'Amélioration de la Productivité et de la Sécurité Alimentaire) qui finance des petites infrastructures de collecte. Dans la zone de Bobo-Dioulasso, ce projet a permis la mise en place de 4 centres de collecte coopératifs en 2016. Seulement 1 était opérationnel en octobre 2017. Il a collecté 16.000 litres en 2016. En 2018, il est prévu de mettre en place 2 nouveaux centres de collecte de ce type autour de Bobo-Dioulasso. C'est aussi le cas du PNDFL (programme national de développement de la filière lait local). Ce dernier a donné lieu au démarrage en 2016 du Projet de développement de l'élevage laitier dans la zone de Ouagadougou (PDEL-ZPO) qui est financé conjointement par le Gouvernement du Faso et la Banque Islamique de Développement (BID) et placé sous la tutelle du Ministère des Productions Animales et Halieutiques (MPAH). Les investissements prévus par ce projet s'élèvent à 13 milliards de Fcfa. Il est conduit en partenariat avec SOPROLAIT (Société de Production de Produits Laitiers) issue de la COPROLAIT (Coopérative des Producteurs de Lait, créée en octobre 2003). Le projet prévoit l'installation d'une usine de fabrication de lait UHT à partir de lait local. Elle aura une capacité de 30.000 litres/jour.

Dans la province du Tuy (Houndé), la SNV développe depuis 2008 un partenariat technique avec la Société coopérative des producteurs de lait (Socoprolait), fédération d'organisations de producteurs de la province. En 2011, la fédération rassemblait environ 184 membres et plus de 2 000 têtes de bétail, et collectait environ 20.000 litres/an, ce qui correspond à l'activité d'une mini-laiterie. A

Banfora, dans la région des Cascades, l'APESS et l'ONG Oxfam appuient la plateforme de Banfora qui vise à mettre en relation des centres de collecte et des minilaiteries.

Parmi les acteurs professionnels, l'Union nationale des mini laiteries et producteurs de lait du Burkina (UMPL/B, qui regroupe 48 mini-laiteries), la Fédération des éleveurs du Burkina (FEB), et la COPROLAIT s'organisent depuis de nombreuses années pour améliorer la productivité et la valorisation du lait local. L'UMPL/B, en particulier, vise le renforcement d'un réseau de mini laiteries. A Bobo-Dioulasso, on recensait en mai 2017 14 mini-laiteries utilisant du lait local dont 3 adhéraient à cette organisation. Parallèlement, l'Interprofession des acteurs de la filière lait du Burkina (IPROLAIT) a pris le relais des Tables Filière initiées par le programme PAF dans les années 2000 pour dynamiser la filière à travers des activités de concertation. IPROLAIT poursuit l'objectif d'améliorer et de structurer l'amont et l'aval de la filière lait au Burkina. Elle développe la concertation entre les différentes unions de la filière, promeut les accords interprofessionnels et œuvre à la simplification des procédures. L'IPROLAIT soutient également, comme par le passé, plusieurs informations ou formations thématiques selon les besoins formulés par ses membres. On peut citer celui de l'encadrement technique de l'insémination artificielle. Cette organisation va être appuyée par le projet GO-IN porté par le Gret et 7 autres partenaires techniques pour la période 2017-2022. Le projet GO-IN utilise d'ailleurs le vocable « table filière » dans ses documents de présentation. Des actions d'animation et d'appui aux membres par l'accompagnement des projets d'entreprises sont prévues en collaboration avec l'APESS. Ces actions auront lieu dès 2018 dans les zones de Ouagadougou, de Bobo-Dioulasso, et de Banfora, et, ultérieurement, dans les zones de Ouahigouya et de Djibo. Par ailleurs, des plateformes nationales telles que la CPF (Confédération Paysanne du Faso) appuient ces initiatives et conduisent des actions de plaidoyers auprès des pouvoirs publics. C'est cette organisation nationale qui est appuyée par Afdi.

A un niveau supra-national, le plaidoyer est assuré par des plateformes régionales d'organisations professionnelles telles que le RBM (Réseau Billital Maroobé), l'APESS (Association pour la Promotion de l'élevage au Sahel et en Savanes), ou le ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest). Dans le cadre de ce plaidoyer, la CEDEAO prévoit de lancer dans le courant de l'année 2018 une « Offensive régionale pour la promotion du lait local ». Cette offensive politique a pour ambition de contribuer à la promotion des chaînes de valeur du lait local, en vue de réduire de façon substantielle la dépendance régionale vis-à-vis des importations de poudre de lait. En plus des professionnels (RBM, APASS, ROPPA, CONFT –Confederation of traditional herders – COFENABVI), de nombreuses organisations régionales ou internationales appuient cette offensive telles que l'UEMOA, le CILSS, la FAO, le Coraf, le Hub Rural, l'Alliance « Milky Way for Development ». Plusieurs ONGs telles que le Gret, Care, l'Iram, VSF Belgique, ou AVSF participent aussi à cette dynamique. Une étude de faisabilité de cette «Offensive Régionale » a été lancée en octobre 2017, et a été confiée au CIRAD.

## La province du Houet

Le bassin de collecte du lait de Bobo-Dioulasso est situé dans la province du Houet. Il s'agit d'une des 3 provinces de la Région des Hauts-Bassin, dans l'Ouest du pays. La province est divisée en 9 départements (Cartes). La province s'étend sur 10 718 km<sup>2</sup>. Elle regroupe 210 villages. Le dernier recensement de 2006 faisait état de 955 000 habitants soit un total de 170 000 ménages. La commune de Bobo-Dioulasso concentrait 58% de la population, soit 550 000 habitants (INSD, 2016).



Figure 1 : Carte administrative du Burkina Faso

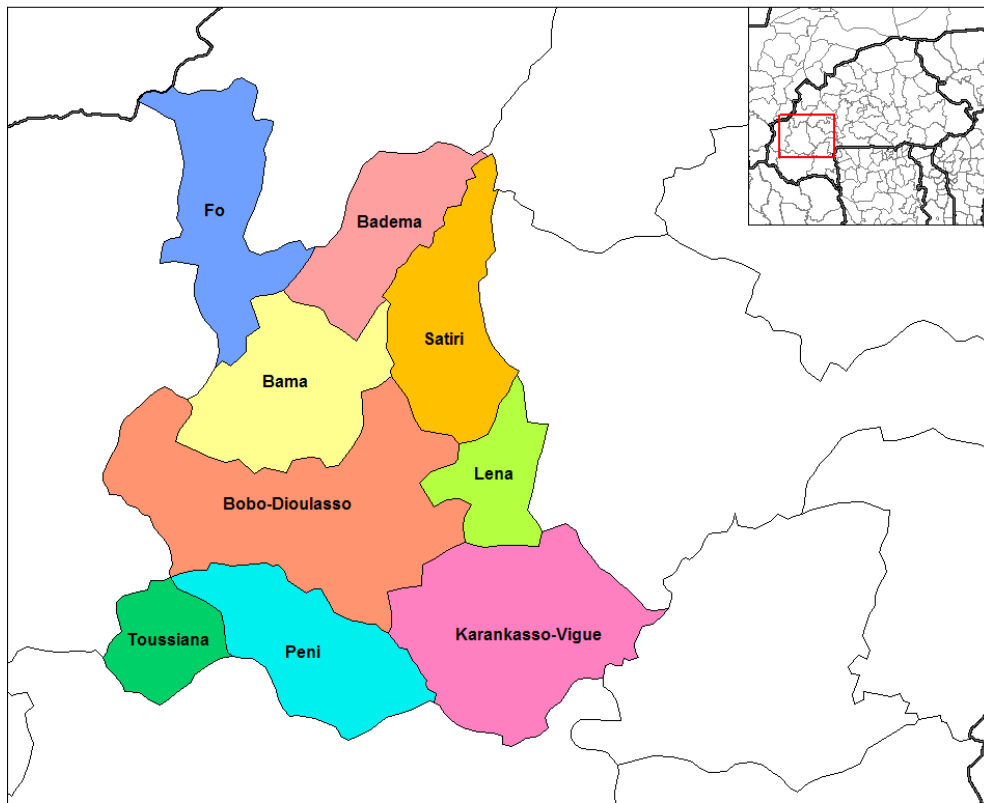


Figure 2 : Carte des 9 départements de la province du Houet

Du point de vue linguistique, on note l'importance de la langue Dioula (37 % des locuteurs). Sur un plan religieux, la province est dominé par les habitants de confession musulmane (74%) (Tableau 2).

Tableau 2 : répartition de la population du Houet selon les principales langues parlées et religions

Langues	Bob	Bwamu	Dioula	Mooré	Sénoufo	Autres	ND	Total
Houet	16,2	0,5	36,1	30,7	0,2	14,6	1,7	100
Religions	Animistes	Musulmans	Catholique	Protestant	Sans religion	Autres	Total	
Houet	5,8	74,6	16,0	2,6	0,6	0,4	100	

Source : INSD, 2016

La province est marquée par le bas niveau des revenus monétaires et la faiblesse des infrastructures. En 2014, seulement 42% des ménages disposaient d'une mobylette, et 32% avaient accès à l'électricité (INSD, 2016).

La végétation de la province est «de type Sud Soudanien constituée de savanes boisées, de savanes arborées et arbustives. Il existe neuf (09) forêts classées et de multiples galeries forestières le long des cours d'eau » (Oumpet, 2007)

La production agricole repose sur les cultures des céréales et du coton (Tableaux 3 et 4). On dénombrait en 2007 environ 22.000 exploitations équipées d'attelages et d'animaux de traits (mécanisées) sur 44.295. Il s'agit d'une agriculture principalement concentrée sur les zones arables de bas-fonds. Les pratiques sont relativement intensives mais les rendements sont faibles en raison de la pauvreté des sols en matière organique. Les zones non cultivées sont valorisées sous forme de pâturage. « La superficie totale cultivée en bas-fonds est d'environ 162.500 ha soit 4 ha/exploitation familiale en moyenne. la superficie aménagée pour l'agriculture est de 9.718 ha. » (Oumpet, 2007)

Tableau 3 : Production céréalière de la province du Houet en 2015-2016

	Maïs	Sorgho	Mil	Riz	Total céréales
Production (tonnes)	179 823	76 441	17 794	32 294	306 351
Surface (ha)	93 205	68 334	16 647	12 610	190 796

Source : INSD, 2015

Tableau 4 : Autres productions agricoles de la province du Houet en 2015-2016

	Coton	Arachide	Niébé	Sésame	Ignames et patates	Total autres cultures
Production (tonnes)	98 490	18 726	19 861	11 007	440	148 524
Surface (ha)	109 173	18 453	13 154	23 827	154	164 761

Source : INSD, 2015

Le cheptel de la province est évalué à 825 000 bovins (Tableau 5). Il s'agit à 85% de bœufs de traction détenus par les agriculteurs (Vall et al., 2006).

Tableau 5 : Cheptel de la province du Houet en 2015

	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins
Nombre de têtes	824 936	606 307	647 554	615 418

Source : INSD, 2015

La province est particulièrement bien pourvue en agro-industries. Les principales agro-industries sont : SAVANA (concentrés de tomate, confiture, sirop), BRAKINA (bière, boissons gazeuses, glace, eau lafi), SN-CITEC (Huile, savon, aliments pour bétail), JOSSIRA (Huile, tourteaux), SOFIB (Huile, savon, tourteau), SOFITEX, FILSHA, BELCOT (fibre et graines de coton), MABUCIG (cigarettes) (Oumpet, 2007).

La région des Hauts-Bassins fait aussi l'objet d'une intense activité minière, qui n'est pas sans conséquence pour la province du Houet. Dans la commune de Houndé, située dans la province du Tuy, c'est la société Houndé Gold operation SA qui a obtenu en 2015 un permis d'exploitation industrielle d'une mine d'or d'une superficie de 23,19 km<sup>2</sup>. Le projet Houndé est situé au Sud de la mine Mana de Semafo. Houndé Gold operation comprend environ 470 employés permanents dont 41 expatriés africains et internationaux et 430 employés burkinabè. (L'économiste du Faso, 2015)

### **Présentation générale de la filière**

La filière laitière s'organise autour de 2 circuits commerciaux principaux : le circuit des produits importés, et le circuit des produits élaborés à base de lait local. Ces 2 circuits ne sont pas complètement cloisonnés : les ateliers de transformation utilisent les 2 types de matières premières : la poudre de lait importé et le lait de collecte. La figure 3 ci-dessous présente les principaux acteurs de ce commerce.

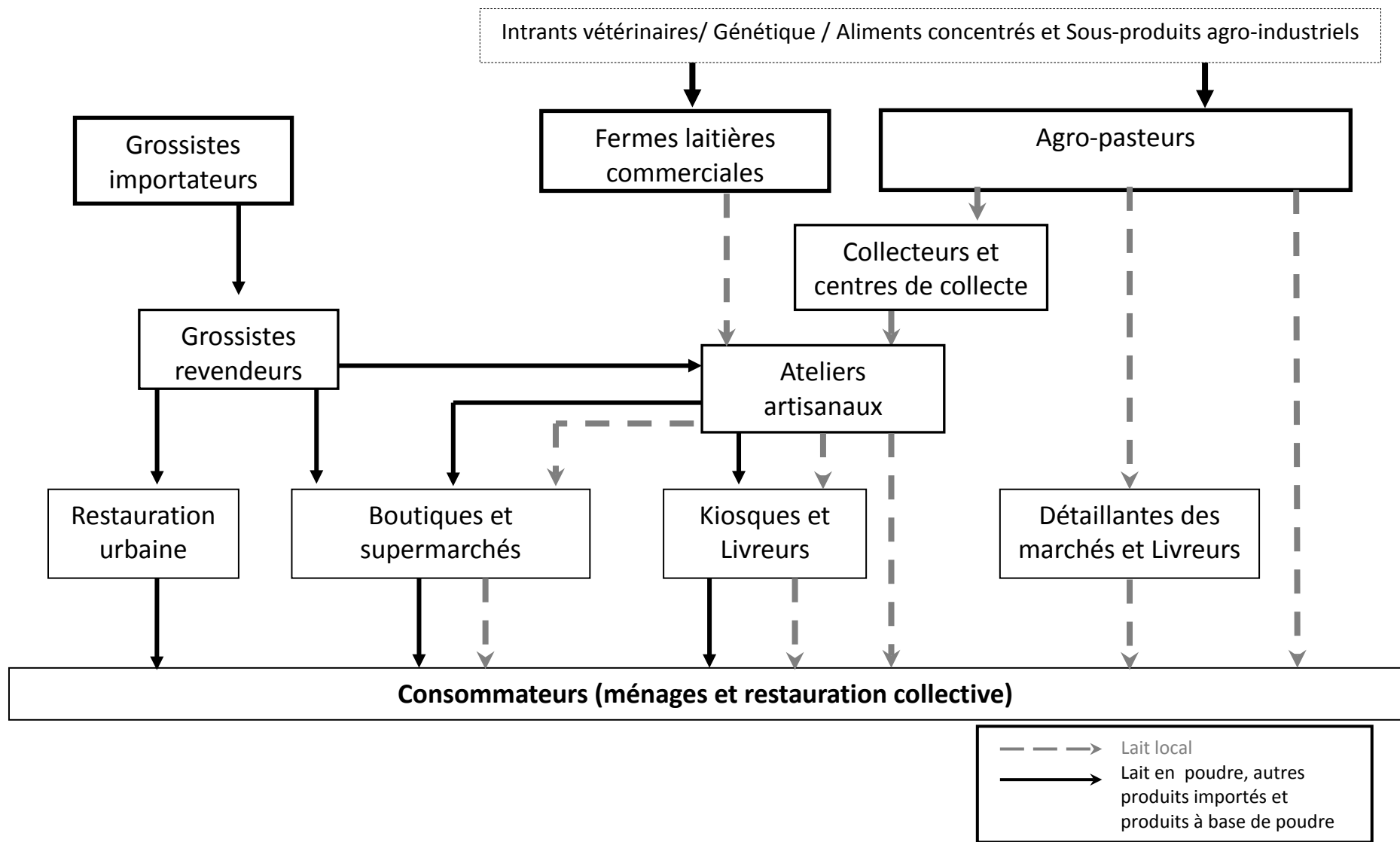


Figure 3 : schéma de la filière laitière à Bobo-Dioulasso

## Méthodologie de l'étude

L'étude a consisté à faire une revue de la documentation disponible, puis à compléter ces informations par des visites auprès de personnes ressources à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. Ces visites ont ensuite été suivies par des enquêtes auprès des acteurs de la filière, qui ont été conduites sur 2 semaines dans le courant du mois de mars 2018. Le tableau 5 suivant présente les acteurs rencontrés au cours des visites de terrain :

Tableau 5 : Principaux acteurs rencontrés lors des visites terrains

Acteurs rencontrés	Nombres	Lieux/noms
Agropasteurs	4	Farakoba, Bama (Tanwogoma)
Fermes laitières	2	Mr Traoré, Farakoba
Collecteurs	2	Kotedougou, Farakoba
CCL	1	Farakoba
UTL groupements	1	Koumbia
UTL Privés	5	Zumuta, Kumba lait, Kossam de l'Ouest, Bonnet vert, Eric le fromager
Boutiquiers	2	Bobo centre
Consommateurs	4	Focus group au Cirdes
Représentants OP	5	UMPLB, FEB, IPROLAIT, ATLB
Admin et recherche	5	DPFA, DR et DPRAH, Cirdes, Labo

Les enquêtes ont été conduites par une équipe de 3 personnes : Guillaume Duteurtre, Arielle Vidal et Florentin Sanou. Les visites ont consisté à remplir des guides d'entretiens pour analyser les activités, les ressources, et les contraintes de chaque type d'acteur.

En plus de ces entretiens, 4 suivis spécifiques ont été conduits :

- (i) un recensement à dire d'acteurs des producteurs de lait de la province ;
- (ii) un suivi des prix sur les marchés et dans les boutiques ;
- (iii) un « focus group » en présence de 5 consommateurs pour identifier les principaux types et usages des produits laitiers ;
- (iv) une enquête rapide auprès de acheteurs de lait pasteurisé en sachet.

## 2. Le potentiel du marché local : la consommation des produits laitiers à Bobo-Dioulasso

### Un marché en forte croissance

Avec une population de 550 000 habitants dont la consommation annuelle est estimée à 30 kg EL par habitant (Faostat, 2018), la ville de Bobo-Dioulasso représente un **marché de 16 500 tonnes EL/an**.

Ce marché est en forte croissance : la population de Bobo-Dioulasso connaît une croissance rapide (elle est estimée à plus de 5%/an), et les changements des habitudes alimentaires liés à l'urbanisation et à l'augmentation des revenus contribuent eux aussi à l'augmentation des achats.



Les principaux produits consommés sont les laits de conserve (lait en poudre et lait concentré), les laits fermentés (yaourts, lait caillé), le lait pasteurisé, et le couscous de mil au yaourt (*dègué*). Le lait UHT, le beurre et le fromage sont eux aussi consommés, mais en moindre quantité. Selon une enquête réalisée en 1994 (Le Troquer, 1994), le lait en poudre, le lait concentré et le yaourt maison comptaient pour 1,6 kg EL/mois soit 19,2 kg/an. Le lait caillé et le *dègué* comptait pour environ 0,7 kg EL/mois, soit 8,4 kg/an. Enfin, le lait frais représentait un marché de 0,21 kg EL/mois environ, soit 2,6 kg/an. Sur cette base, on peut estimer que le marché du lait concentré et du lait en poudre de 10 560 tonnes EL ; celui du lait caillé et du *dègué* à 4620 tonnes EL ; et celui du lait pasteurisé d'environ 1450 tonnes EL.

Tableau 5 : consommation mensuelle des produits laitiers à Bobo-Dioulasso (en kg EL)

Produit	Homme	Femme	Enfant
Lait frais	0,21	0,23	0,21
Lait caillé	0,13	0,17	0,10
Lait en poudre	0,21	0,13	0,22
Lait concentré	0,89	0,68	0,88
Yaourt maison	0,63	0,50	0,56
<i>Dègué</i>	0,80	0,52	0,44
Total	2,87	2,23	2,41

Source : Le Troquer, 1994

Tableau 6 : Marché annuel estimé des produits laitiers à Bobo-Dioulasso

	Consommation mensuelle par hab.	Consommation annuelle par hab.	Marché annuel (550 000 habitants)
Lait en poudre, lait concentré et yaourt maison (à base de lait en poudre)	1,6 kg EL	19,2 kg EL	10 560 tonnes EL
Lait caillé et <i>Dègué</i>	0,7 kg EL	8,4 kg EL	4 620 tonnes EL
Lait frais	0,21 kg EL	2,6 kg EL	1 460 tonnes EL*
<b>Total</b>		<b>29,2 kg EL</b>	<b>16 640 tonnes EL</b>

Source : nos estimations à partir de Le Troquer (1994)

\* soit l'équivalent de 4000 litres/jour

Une enquête plus récente sur la consommation de produits laitiers à Bobo-Dioulasso (Hamadou et al., 2007) révèle une baisse de la consommation du lait concentré au profit du lait en poudre. Ces travaux soulignent aussi l'importance de la consommation des beurres et matières grasses à tartiner (*bèr* en dioula), qu'il s'agisse de l'huile de vache (ou beurre clarifié – *Naari* en dioula), du beurre pasteurisé, ou de la margarine.

Enfin, une étude récente sur les Unités de Transformations Laitières (UTL) de Bobo (Orasmaa, 2017) a montré que la fabrication du yaourt et *dègué* par les UTL à base de poudre était en augmentation.

## Les différents usages des produits laitiers

Les produits laitiers sont principalement consommés à 3 moments de la journée : au petit déjeuner (*tichtichi mendaraka*), ce sont surtout le lait en poudre, le lait concentré, le beurre pasteurisé et le *dègué* qui sont consommés sous forme de café au lait, de pain beurré ou de *dègué*. C'est aussi au petit déjeuner que sont consommés le pain au fromage et le lait frais. A midi, la consommation de produits laitiers est moins importante, et se limite à la consommation de bouillies lactées de riz ou de mil. Au repas du soir (*soura*), c'est la consommation de yaourt et de *dègué* qui est la plus importante. Chez certaines familles, l'huile de vache (beurre clarifié ou *naari*) est aussi utilisée dans les sauces. Il faut aussi noter que l'huile de vache fait l'objet d'usages cosmétiques, soit en huile pour les cheveux, soit sous forme de savon (Tableau 6).

Tableau 6 : Principaux plats et usages à Bobo-Dioulasso

Plats / usages	Produits laitiers	Moments	Lieux
<b>Lait de Boissons</b>			
<i>Café matin</i> (café au lait)	Lait concentré, lait en poudre	Matin petit déjeuner	A la maison En alimentation de rue
Lait frais	Lait pasteurisé, poudre		
Yaourt sucré	Yaourt en sachet, lait en poudre	Tout au long de la journée	Hors domicile
<b>Couscous, bouillies, gâteaux</b>			
<i>Dègué</i> (Couscous de mil cuit à la vapeur et mélangé à du yaourt sucré)		Matin et soir	A la maison En alimentation de rue
<i>Malo baga</i> (Bouillie de riz)	Lait pasteurisé, lait en poudre	repas du soir	A la maison
<i>Gno kourou Baga</i> (Bouillie de mil)	Lait pasteurisé, lait en poudre		
Riz sauce et Tô (boule de mil)	« Huile de vache » = beurre clarifié ( <i>naari</i> )	Chez les familles peules	A la maison
Gâteaux	Beurre	Mariages, baptêmes, fêtes	A la maison
<b>Sandwichs et tartines</b>			
<i>Boro ni bèr</i> (pain beurré ou à la margarine)	Beurre et matières grasses à tartiner	Matin petit déjeuner	A la maison En alimentation de rue
<i>Boro ni fromage</i>	Fromage fondu	Matin petit déjeuner	A la maison En alimentation de rue
Autres fromages de type européens	Fromages de bouche	Rare (pour connaisseurs)	A la maison
<b>Usages cosmétiques</b>			
Huile pour les cheveux	« Huile de vache » parfois mélangée avec du beurre de karité ou du citron	1 fois par semaine à 1 fois par mois	A la maison
<i>Saabundé Fulbé</i>	Savon à base d'huile de vache (beurre local)	Rare (produit traditionnel peu commercialisé)	A la maison

## Les prix des produits

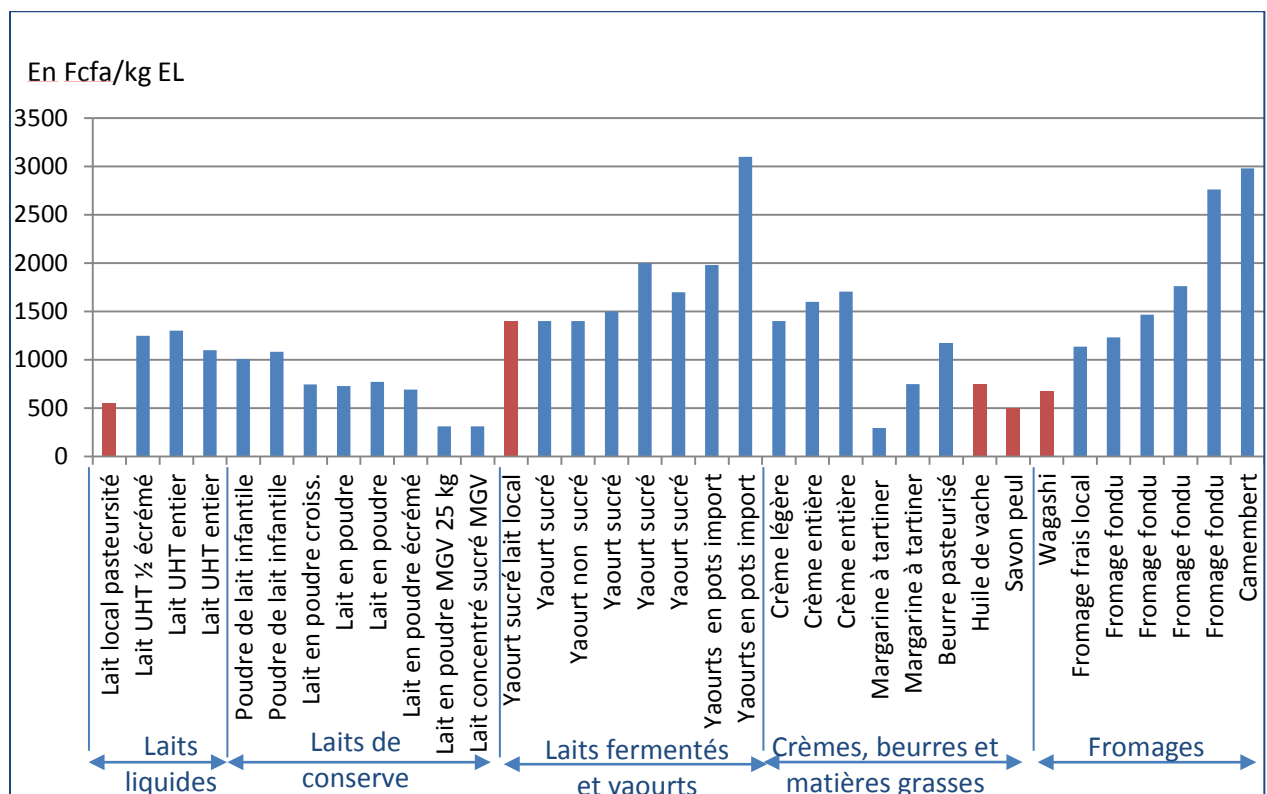
Des relevés effectués sur les marchés et dans des boutiques de Bobo-Dioulasson permettent de souligner la bonne valorisation des produits laitiers sur le marché local. Sur la figure 4, les prix des produits importés sont indiqués en bleu et ceux des produits fabriqués à base de lait local sont indiqués en rouge. Pour comparer les prix entre eux, nous avons calculé les prix en Fcfa/kg EL, en utilisant les coefficients de conversion suivants :

Tableau 7 : Coefficients de conversion en équivalents lait (EL) utilisés dans le calcul des prix

Produits	Coefficients de conversion
Lait entier en poudre	7,7
Lait écrémé en poudre	10
Lait concentré	3,3
Laits fermentés et yaourts	1
Crème entière	5
Crème légère	3
Beurre	6,6
Huile de beurre	8
Fromages	4,4

Source : Meyer et Duteurtre, 1998

Figure 4 : Résultat des relevés de prix sur le marché de Bobo-Dioulasso



Source : enquêtes boutiques Bobo-Dioulasso mars 2018

En ce qui concerne les laits frais, le lait local pasteurisé est moins cher que le lait UHT importé, ce qui souligne les bonnes perspectives commerciales pour ce produit.

Le marché des laits en poudre est lui aussi assez dynamique, avec une bonne valorisation des laits de marque. Il faut noter l'arrivée récente des laits en poudre ré-engraissé à base de matières grasses végétales. Ces produits sont cependant pour l'instant peu présents sur les ventes au détail, mais ils semblent gagner des parts de marché sur le marché du lait matière première.

En ce qui concerne les laits fermentés, les prix sont eux aussi assez variables. Les yaourts élaborés à base de lait local sont au même prix que les yaourts à base de lait en poudre, alors que le lait local est plus cher, ce qui montre que la forte concurrence de la poudre sur ce segment de marché. D'ailleurs, de moins en moins de yaourts fabriqués localement semblent revendiquer la mention « lait pur de vache ». Et nos visites ont aussi souligné que certaines laiteries ayant fabriqué auparavant du yaourt avec du lait local utilisent désormais de la poudre pour le yaourt, et réservent le lait local pour la fabrication de lait pasteurisé. Outre le fait que le lait local est plus cher, les laiteries expliquent cette évolution par le fait que le lait en poudre est plus pratique à utiliser pour la confection des yaourts. Ces yaourts sont très sucrés et aromatisés, d'où un intérêt moindre pour un lait de bonne qualité gustative. Par ailleurs, les yaourts en pot importés sont beaucoup plus chers, ce qui souligne les bonnes perspectives de ce marché.

Pour ce qui est des matières grasses laitières, il faut noter la bonne valorisation des crèmes et des beurres pasteurisés qui sont importés. Là aussi, il s'agit d'un segment de marché particulièrement porteur pour la production locale.

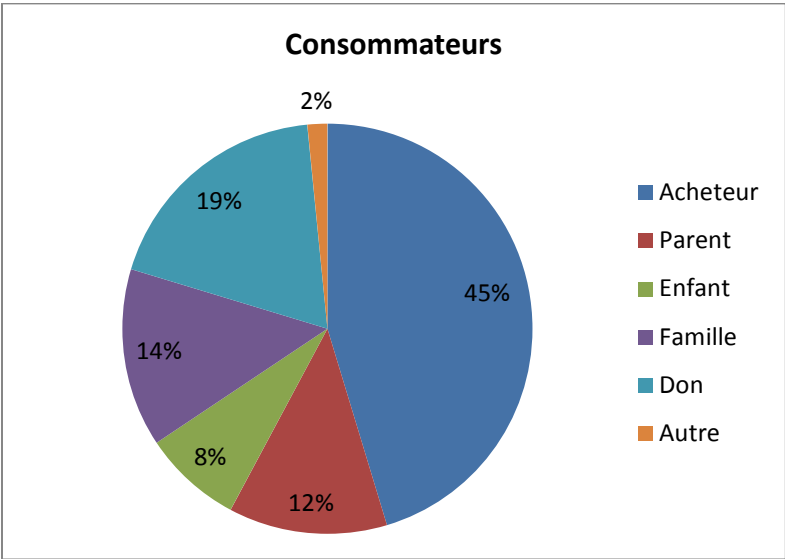
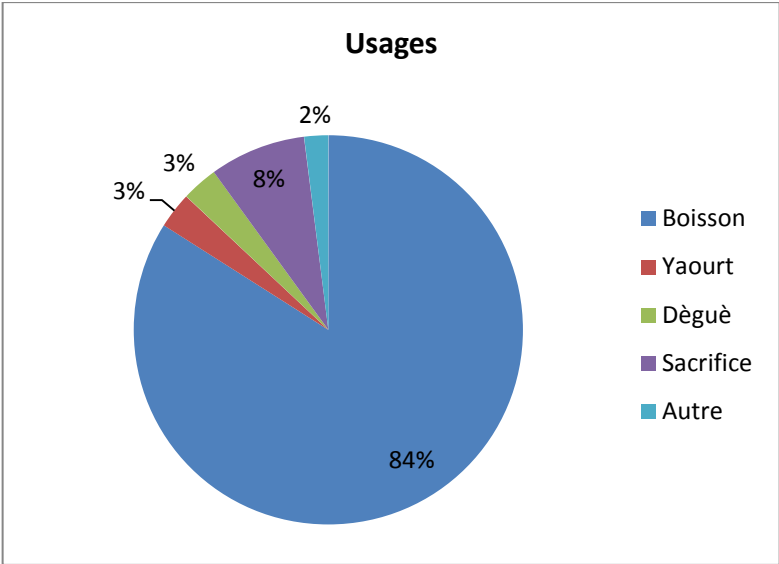
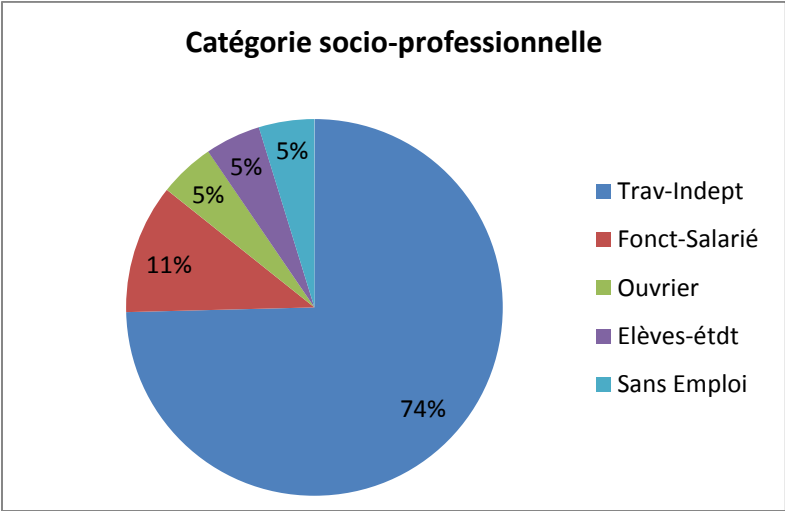
Enfin, les différents types de fromage sont eux aussi particulièrement bien valorisés sur le marché de Bobo-Dioulasso. Mais les commerçants soulignent que ce segment de marché est réservé aux connaisseurs, et que le fromage local ne constitue pas encore un marché stabilisé.

## **Le marché du lait pasteurisé : pratiques d'achats**

Afin de caractériser le marché du lait pasteurisé, qui représente un débouché important pour le lait local, une enquête a été conduite auprès de 59 acheteurs de lait frais. Ces acheteurs ont été interviewés sur leur lieu d'achat (kiosques des laiteries Zoumouta et Bonnet vert). Cette enquête s'est déroulée sur 2 jours sur un petit échantillon, et aucune question n'a donc porté sur la fréquence d'achat.

Au total, 82,5% des acheteurs étaient des hommes. L'âge moyen des acheteurs était 36 ans, et il s'agissait à 94% de musulmans. Les catégories socio-professionnelles dominantes étaient les commerçants et travailleurs indépendants (74%), et les fonctionnaires et salariés (11%). En moyenne, les quantités achetées étaient de 1,02 litre par acheteur. Le lait était destiné à un usage en boisson (84%) ou pour des sacrifices (8%). Ils étaient majoritairement destinés à être consommés au sein de la famille, mais aussi dans 1 cas sur 5 à être donnés (Figure 5)

Figure 5 : résultats des enquêtes auprès des acteurs de lait pasteurisé



Source : enquêtes mars 2018

Ces résultats confirment la diversité des usages des produits laitiers, y compris non alimentaires (sacrifices). Ils soulignent aussi la forte consommation de lait chez les populations musulmanes, ce qui peut s'expliquer par l'origine pastorale de certains d'entre eux (peuls, communautés d'origine malienne, etc.).

## Conclusion et segments porteurs

En conclusion, le marché des produits laitiers à Bobo-Dioulasso est en pleine croissance. Les segments porteurs pour le lait local sont en particulier :

- Le lait pasteurisé en sachet et en bouteilles (marché de 2300 tonnes/an environ)
- Les yaourts de qualité (en bouteilles et en pots)
- L'huile de vache (beurre clarifié) et le savon peul
- Les crèmes et beurre pasteurisés
- Les fromages à tartiner et les autres fromages

## 3. L'élevage et la production laitière dans la province du Houet

Dans la province du Houet, comme dans le reste de l'Ouest du Burkina, la production laitière est assurée par trois grands types d'exploitations : les agro-pasteurs, les agro-éleveurs et les fermes laitières périurbains (Hamadou et al., 2003 et 2008 ; Sib, 2018).

### Typologie des éleveurs et potentiel de l'offre

Cette partie se base sur les résultats d'enquêtes récentes effectuées en périphérie de Bobo-Dioulasso par Sib (2018) et Vidal (travaux en cours). On identifie 3 types de producteurs laitiers : les agro-pasteurs, les agro-éleveurs et les fermes laitières commerciales.

**Les agro-pasteurs** sont des familles dont les moyens de subsistance reposent principalement sur l'élevage pastoral extensif associé à la petite agriculture vivrière. Ils se caractérisent par l'importance de leur cheptel bovin de race locale, une forte mobilité du troupeau lors de la transhumance annuelle, le faible recours aux intrants, et une production laitière destinée à plusieurs usages : veau, alimentation humaine ou commerce. Etant pour la quasi-totalité de l'ethnie peule, ils se définissent eux-mêmes comme des « éleveurs » (*maroabé*), même s'ils pratiquent aussi l'agriculture, soulignant par là-même l'importance de l'élevage dans leurs revenus et dans leur identité culturelle. Ils cultivent entre 2,1 et 4,6 ha de maïs, de sorgho ou de niébé. Ces exploitations possèdent des effectifs bovins de moyenne ou de grande taille (15 à 100 par famille). Les familles vivent en habitat regroupé dans des villages ou dans des hameaux (« camps peuls ») proches des villages, où ils sont installés souvent depuis plusieurs dizaines d'années. Ils représentent plus de 90% des producteurs de lait de la région.

Les pratiques d'élevage sont marquées par une alimentation quasi exclusive au pâturage en toute saison. Certains animaux comme les vaches traites ou les bœufs de trait peuvent bénéficier toutefois d'un complément alimentaire (fourrages et concentrés) distribué à l'auge. Les compléments concentrés sont à base de son acheté chez le meunier et de tourteaux de coton. Les fourrages sont constitués de feuilles, de pailles de céréales, ou de fanes. La production laitière est permise grâce à l'allotement des femelles mises à la traite. Elles peuvent bénéficier d'une alimentation particulière en saison sèche chaude. Pendant la saison des pluies et la saison sèche froide, elles sont conduites au

pâturage avec le reste du troupeau resté au campement. Une partie du troupeau (jeune génisse et taurillon, femelle en gestation, mâle) peut partir en transhumance de la fin de la saison sèche à la fin des récoltes, parfois jusque dans les pays voisins. Pour les vaches traites régulièrement, la quantité de lait produit est inférieure à 2 litres par vache et par jour au pic de lactation, soit un total annuel de 350 litres environ. Une part du lait est laissée au veau après la traite. Durant les entretiens, les éleveurs disent laisser la moitié au veau et traire l'autre moitié pour la famille et la vente. En saison sèche chaude, les éleveurs ne pratiquent qu'une traite le matin. Le lait issu de ces exploitations est fortement autoconsommé, soit entre 32 à 42%. Il est aussi parfois commercialisé sous forme de produits laitiers traditionnels : lait caillé, beurre, huile de vache. Le lait peut aussi, mais plus rarement, être vendu à des laiteries par l'intermédiaire de collecteurs à vélos ou à mobylettes (Sib, 2018). Cela permet d'estimer la part de la production commercialisable à seulement 200 litres/an et par femelle en lactation.

Chez les familles d'agropasteurs, le lait est un produit important du point de vue de l'identité culturelle et des ressources alimentaires et économiques. Chaque membre de la famille possède ses animaux. La propriété du cheptel est ainsi partagée entre les différents membres de la famille et les animaux font l'objet d'échanges lors des mariages et des transferts familiaux. Certains animaux sont aussi confiés de manière provisoire à des membres de la famille ou à des personnes proches. La décision de traire une vache dépend ainsi de son statut au sein du troupeau, et elle fait l'objet de discussions au sein de la famille, tout comme les décisions de vente du lait. Dans le cas des vaches confiées, par exemple, le lait est laissé au bouvier. Le lait sert principalement à 3 usages différents ; (i) nourrir le veau (constitution et entretien du capital cheptel) ; (ii) nourrir la famille et (iii) vendre des produits pour obtenir un revenu. L'argent du lait est souvent géré par les femmes pour l'achat des condiments de cuisine et les petites dépenses quotidiennes. De manière complémentaire, un taurillon ou un animal adulte peut être vendu pour répondre à des besoins financiers importants et ponctuels, comme pour le paiement des frais de scolarisation des enfants, l'achat d'équipements, l'achat d'une moto, ou en cas de maladie pour l'accès au soin. La vente des petits ruminants et la volaille tient aussi une place importante dans les revenus du ménage. En somme, le lait est important pour le quotidien et la vente d'animaux permet de gérer les imprévus ou les dépenses importantes. Les agro-pasteurs qui commercialisent leur lait de manière régulière sont donc des exploitations familiales diversifiées à orientation laitière. Pour celles qui sont situées dans le bassin de collecte de Bobo-Dioulasso et qui participent à des circuits de collecte des laiteries, le revenu brut d'exploitation est constitué entre 22 % à 50 % des ventes du lait (source personnelle Vidal 2018).

Lors du recensement à dire d'acteurs des producteurs laitiers du bassin de Bobo-Dioulasso, nous avons identifié 94 hameaux ou « camps peuls » dont 91 sont reportés sur la carte ci-dessous. Si on estime la taille moyenne de ces hameaux à 10 familles possédant chacune un troupeau de 25 têtes dont 15 femelles, on peut estimer le potentiel de production des agro-pasteurs du bassin laitier de Bobo-Dioulasso à 940 familles possédant  $940 \times 15 = 1410$  femelles laitières, soit un potentiel de production annuel de 2820 tonnes. En considérant que la moitié du lait serait utilisé par la famille pour l'autoconsommation et la vente des produits traditionnels, **on peut évaluer le potentiel de collecte chez les agropasteurs à 1410 tonnes**. En avril-mai 2017, environ 100 agropasteurs livraient effectivement du lait régulièrement à des unités de transformation de Bobo-Dioulasso (Orasmaa, 2017). Ce qui représente une production totale de 300 tonnes, dont la moitié environ (c'est-à-dire **150 tonnes**) étaient vendues aux laiteries via des collecteurs.

**Les agro-éleveurs** sont des agriculteurs qui pratiquent un mode de production à orientation agropastorale, c'est-à-dire qu'ils associent les cultures de coton et les cultures vivrières à l'élevage. Ils représentent environ 5% des producteurs de lait de la région. L'élevage bovin est surtout utilisé pour la traction et l'embouche. Ces exploitations ont davantage recours aux fourrages secs et aux aliments. Certaines d'entre-elles obtiennent ainsi des performances plus élevées (environ 2 litres/vache/jour au pic de lactation). Peu d'entre elles produisent du lait pour le marché, mais elles sont potentiellement des acteurs du développement futur de la production laitière autour de Bobo-Dioulasso (Sib, 2018).

En raison de leur nombre peu important, ces agro-éleveurs n'ont pas été mentionnés sur la carte du recensement des producteurs laitiers.

**Les fermes laitières spécialisées** à visée commerciale sont des exploitations créées il y a une vingtaine d'année, développées par des entrepreneurs ou des « amateurs ». Elles sont le fait d'investisseurs d'origine urbaine qui sont souvent des salariés, commerçants, fonctionnaires ou retraités. Ces fermes sont implantées dans des enclaves foncières délimitées et reconnues par un document foncier. Les investissements y sont plus importants avec des forages, des bâtiments, des équipements mécanisés.

Ces fermes se caractérisent par un recours à des races améliorées. Les éleveurs sont des croisements entre les races locales (taurin et zébu) avec des races européennes (Montbéliarde, Tarentaise, etc.). Ces croisements sont réalisés pour les F1 avec une synchronisation hormonale et une insémination artificielle. Il peut arriver que les éleveurs gardent un mâle reproducteur issu de la lignée F1 pour une lignée F2. Petit à petit, les troupeaux sont métissés. Ces pratiques restent assez coûteuses ou tributaires de projets d'appui ponctuel. Les taux de réussite à l'IA sont assez faibles. Avec une alimentation adéquate (fourrages et concentré) la production de lait est plus élevée (5–13 L/vache/jour au pic de lactation). Certains des éleveurs peuvent faire deux traites le matin et le soir (ce qui stimule la production). Le temps de pâture varie selon la saison de 7 heures en saison des pluies à 2 heures en saison sèche. Ces exploitations vendent la totalité de leur lait à des laiteries ou à des collecteurs (Sib, 2018). On observe également une régularité dans la production laitière. La démarche des éleveurs est de vendre la production du lait dans le but d'obtenir un bénéfice. La part du lait représente entre 50 et 69 % du revenu brut d'exploitation. Le reste du revenu provient de quelques cultures (maïs, papaye, etc.), de la vente de petit bétail, ou parfois de la vente d'animaux reproducteurs issus des croisements de race européenne (source personnelle Vidal 2018).

Le recensement à dire d'acteurs a permis d'identifier 15 fermes de ce type localisées dans la périphérie proche de Bobo-Dioulasso. Si on estime que ces fermes possèdent en moyenne 10 femelles laitières, et qu'elles produisent 1500 litres par an, on peut évaluer **la production totale de ces fermes à 225 tonnes. La quasi-totalité de ce lait est vendu.**

**Ces données permettent de faire une estimation rapide du potentiel de collecte.** Le Tableau 8 présente cette estimation, la durée de l'étude n'ayant pas permis d'aller plus loin dans ce travail.



Tableau 8 : Collecte et potentiel de collecte chez les agro-éleveurs et les fermes laitières

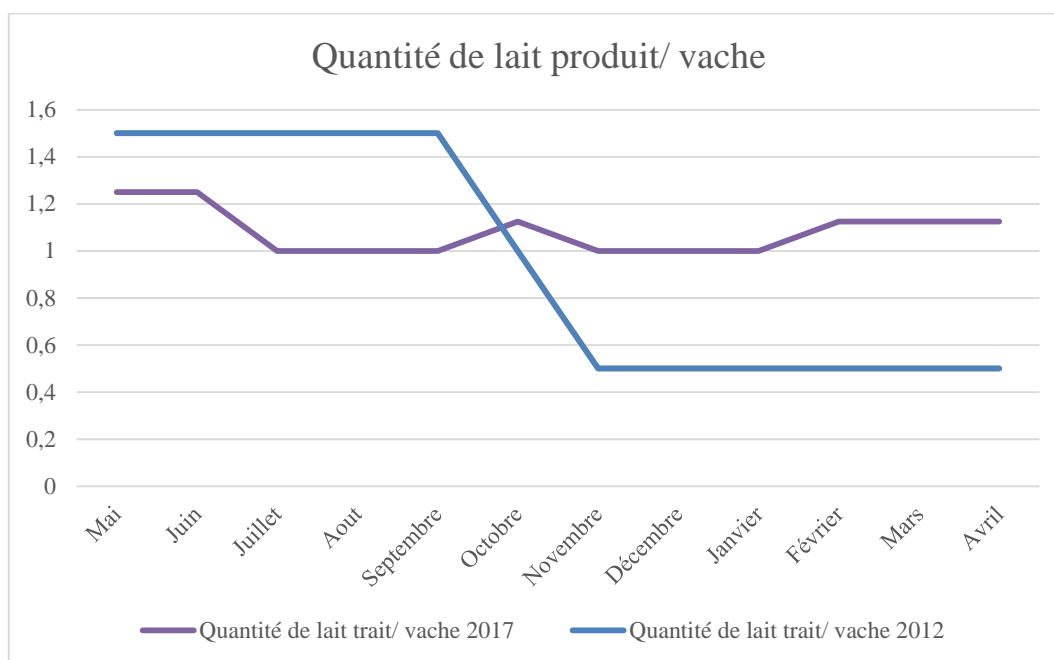
	Nombre total	Cheptel (femelles laitières)	Production annuelle moyenne par femelle laitière	Production annuelle estimée	Potentiel de collecte	Collecte effective 2017
Agropasteurs	940	1410	200 litres	2820 tonnes	1310 tonnes	<b>150 tonnes</b>
Fermes laitières commerciales	15	150	1500 litres	225 tonnes	225 tonnes	<b>225 tonnes</b>
<b>TOTAL</b>					1535 tonnes	<b>375 tonnes</b>

Source : nos estimations

## Une production très saisonnière

La principale contrainte au développement du commerce du lait est liée à la saisonnalité très forte de la production. En effet, le pic de production, notamment chez les agropasteurs, correspond à la saison des pluies, saison pendant laquelle les pâturages sont abondants. Or, c'est justement pendant l'hivernage que la demande est la moins forte. La figure ci-dessous présente la quantité de lait trait avant et après la mise en place de pratique d'alimentation en saison sèche. On observe que sur la courbe bleu de 2012, la production trait diminue fortement en saison sèche. Alors que sur la courbe violet en 2017, la production traite est plus stable. Entre les deux périodes, l'éleveur a mis en place un allotement des vaches traites en saison sèche pour qu'elles bénéficient d'une alimentation spécifique à base de fourrage et de concentré.

Chez les fermes laitières commerciales, la saisonnalité de la production est moins marquée, en raison de l'utilisation de compléments alimentaires et du dé-saisonnement de la reproduction. Cette caractéristique explique que les laiteries utilisent de manière complémentaire les 2 sources d'approvisionnement.



Source : Communication personnelle VIDAL 2018

## Contraintes techniques et organisationnelles au développement de l'offre

Les obstacles au développement de la production laitière des élevages sont spécifiques à chacun des 3 types d'élevage.

**Pour les agro-pasteurs et les agro-éleveurs**, la contrainte alimentaire est très forte en saison sèche, ce qui nécessite de développer des solutions de stockage du foin de brousse, des pailles de céréales, des fanes, ou de développer l'achat d'aliments concentrés comme les tourteaux. Chez ces agro-pasteurs, comme chez les agro-éleveurs, une meilleure intégration agriculture-élevage peut permettre d'améliorer productivité du système : utilisation des sous-produits agro-agricoles comme aliment fourrager, et valorisation des fèces dans la fumure organique. Mais au-delà de ces contraintes techniques, c'est surtout le mode de conduite des troupeaux (pâturages extensifs, mobilité) qui rend difficile le maintien d'un lot de femelles laitières au village. Pour ces élevages, la constitution de réseaux de collectes fiables et stables peut permettre d'induire des changements de pratiques, et notamment l'allotement des femelles laitières. Par ailleurs, même si c'est la contrainte alimentaire qui paraît la plus cruciale, certains de ces éleveurs se disent intéressés pour tenter des inséminations artificielles afin d'améliorer le potentiel laitier de leur troupeau. La gestion de la sélection de race zébu ou taurin sur des critères de productivité laitière et d'intervalle vêlage -vêlage pourrait aussi être un levier d'amélioration. L'intérêt serait également de garder une race rustique adaptée au milieu subtropical pour limiter les problèmes sanitaires (trypanosomiase, prolifération bactérienne etc.).

Les agro-pasteurs et les agro-éleveurs souffrent aussi d'une diminution des pâturages disponibles (Gonin et Gauthier, 2015 et 2016). Cette diminution est due à la pression croissante des troupeaux des agro-éleveurs sur l'espace pastoral, et à la pression de l'agriculture, notamment le développement des vergers d'anacardiens. Par ailleurs, les communautés d'agro-pasteurs se sont installées dans la zone plus récemment que les communautés d'agriculteurs installées avant elles. Ces nouveaux « migrants » souffrent de ce fait d'un pouvoir réduit sur leur emprise foncière, et la gestion de la terre est assurée par les chefs de terre issus des communautés des « premiers arrivants » (Gonin and Gauthier, 2016). De ce fait, l'installation locale des agro-pasteurs fait l'objet de reconnaissance via les comptes rendus écrits des réunions des comités villageois ou via des accords oraux des chefs de terre. Cette précarité foncière contraste avec le régime foncier des fermes laitières commerciales, basé sur des autorisations administratives et sur des documents écrits. Cette fragilité touche bien sûr les terres agricoles, mais aussi les espaces pastoraux, les couloirs de transhumance, et les accès aux points d'eau. Bien souvent l'élevage agro-pastoral se pratique dans des espaces villageois qui lui sont réservés occasionnellement, et qui sont constitués essentiellement de jachères.

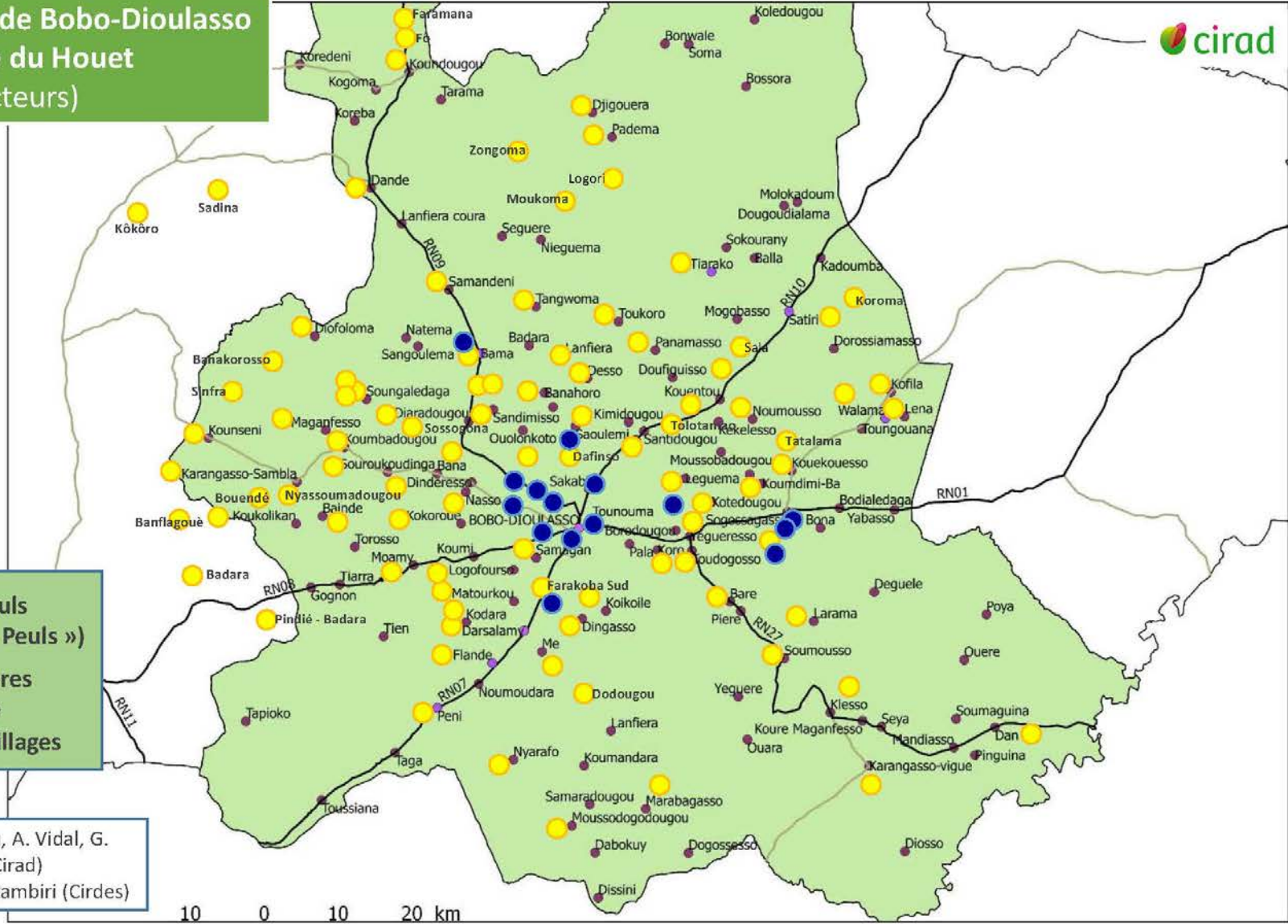
**Les contraintes au développement des fermes laitières commerciales** sont elles aussi liées en premier lieu à la maîtrise de l'alimentation. Deux grands types de solutions s'offrent à ces unités : acheter les aliments ou les produire. Dans les fermes laitières hors-sol situées en zone urbanisée, la totalité des aliments provient d'achats de tourteaux et de fourrages (fanés, pailles, résidus maraîchers, etc.). Par contre, dans les fermes qui disposent d'une emprise foncière suffisante en zone rurale et qui développent une activité agricole, une partie des fourrages est produite sur l'exploitation. Parmi les fermes laitières, c'est ce type d'exploitation qui paraît le plus durable, en raison des meilleures performances environnementales, économiques et sociales de ces

exploitations laitières qui associent l'élevage laitier et des cultures de fourrages. Par contre, les étables urbaines « hors-sol » paraissent beaucoup moins durables. Du point de vue de la santé des animaux, l'utilisation des animaux métis amène l'apparition importante de mammites liées aux conditions d'élevage en bâtiment. La gestion des délais d'attente après un usage d'antibiotiques peut poser des problèmes au niveau de la transformation et de santé publique. Du point du vue organisationnel, ces exploitations souffrent du manque d'investissement (bâtiments, forages) et du manque de savoir-faire des propriétaires en alimentation, en génétique bovine, et en santé animale (Sib, 2018).

**En conclusion, ces deux types de producteurs laitiers sont complémentaires.** Les élevages agropastoraux sont plus écologiques, mieux insérés dans leur environnement, et ils s'appuient sur des savoirs traditionnels et des races locales. Cet élevage permet surtout l'intégration marchande et sociale de populations rurales fortement enclavées et isolées. Les enjeux du développement de l'élevage agro-pastoral sont donc économiques et surtout sociaux, tandis que le développement des fermes laitières repose sur des enjeux plus techniques et économiques. L'appui aux premiers nécessite des actions de suivi socio-technique pour améliorer la production laitière (alimentation et génétique sur les races locales) avec un travail d'accès au foncier et d'appui à la diversification des systèmes de production agro-pastoraux. L'appui à l'autre type de producteurs à visée commerciale nécessite de travailler plutôt sur l'amélioration des capacités productives et l'intensification de la production (investissement alimentation et génétique). Ces éleveurs ont un plus fort ancrage dans la filière et une meilleure connexion au marché. Cependant, les risques environnementaux liés aux effluent d'élevage, aux antibiotiques et à l'introduction de races européennes sans schéma de sélection et suivi peut, sur le long terme, avoir des conséquences néfastes sur le développement durable de l'élevage dans la zone.

**Le bassin laitier de Bobo-Dioulasso dans la province du Houet (carte à dire d'acteurs)**

- Légende**
- Hameaux peuls (ou « Camps Peuls »)
  - Fermes laitières commerciales
  - Centre des villages



Réalisation F. Sanou, A. Vidal, G. Duteurtre (Cirad)  
Fond de carte : M. Karambiri (Cirdes)

## L'importance des contrats amont et aval

La filière laitière à Bobo-Dioulasso est caractérisée par le faible développement des contrats de collecte. La plupart des livraisons de lait sont assurées par des collecteurs qui travaillent avec des unités de transformation sans apporter de véritables services aux éleveurs. En effet, à la différence de nombreuses autres zones d'Afrique de l'Ouest, très peu d'unités de transformation proposent des services tels que le crédit à l'achat d'animaux ou d'aliment, les formations à l'hygiène, les conseils en reproduction ou en santé, ou les avances de trésorerie. Nos entretiens ont uniquement montré que certains gérants des unités de transformation essaient de sensibiliser les éleveurs et les collecteurs aux mouillages et aux délais d'attente après médication.

La faiblesse des organisations de producteurs laitiers contraste avec le dynamisme de l'organisation professionnelle dans le secteur du coton.

Ce manque est à analyser au regard de l'organisation des circuits de collecte et de transformation du lait.

## 4. Les circuits de collecte et de transformation

### Les ventes directes

Le premier circuit concerne les ventes directes de produits des producteurs aux consommateurs. Les produits traditionnels, d'abord, font l'objet de ventes directes des éleveurs aux habitants des villages voisins : lait caillé écrémé et beurre. Ce sont le plus souvent les femmes qui assurent ces ventes directes. Ce commerce est surtout dynamique en zone rurale, mais il peut aussi se faire en ville, soit par des ventes au porte-à-porte, soit sur les bords de rues ou sur les marchés urbains. Les ventes de lait frais, quant à elles, sont moins visibles en raison de la périssabilité du produit : elles nécessitent des livraisons rapides. Elles se font de ce fait en majorité par des ventes au porte à porte.

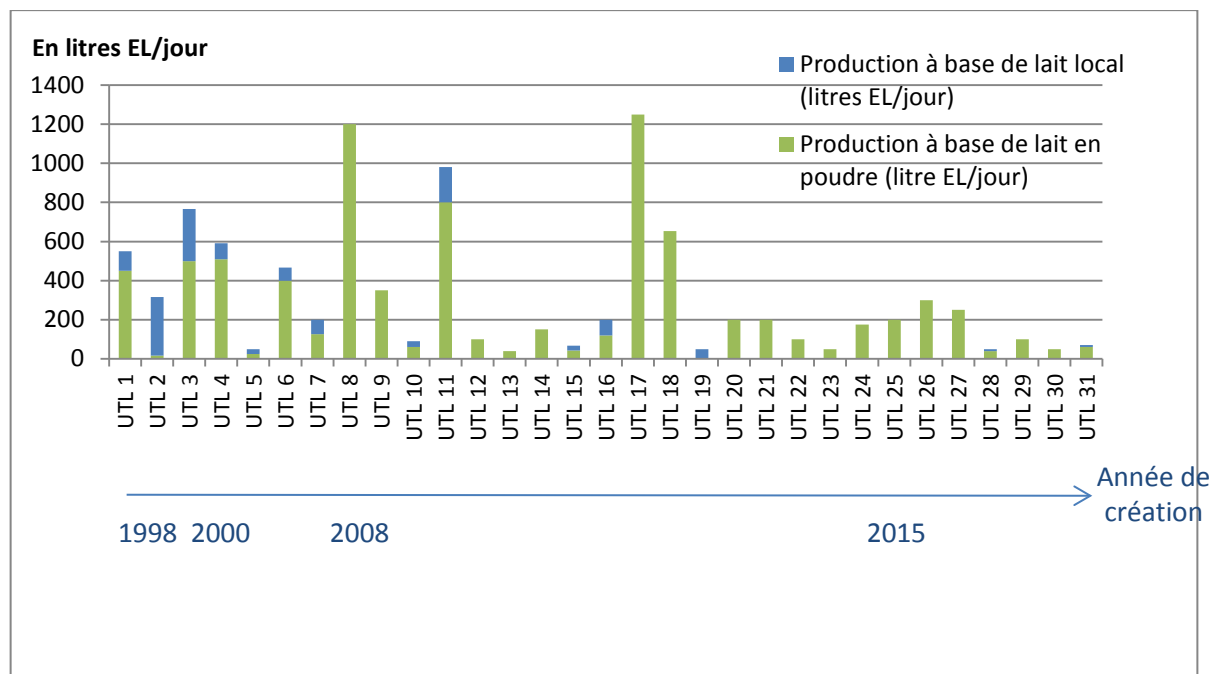
### Le circuit des mini-laiteries

Même s'il n'existe pas d'unité de transformation industrielle à Bobo-Dioulassou, le marché du lait de collecte est un débouché particulièrement dynamique. Ce commerce alimente plusieurs unités de transformation artisanales. Pour décrire ce circuit, nous nous sommes appuyés sur le diagnostic effectué en mars-avril 2017 par Orasmaa (2017). Ce travail a été complété par des entretiens auprès de plusieurs laiteries. Nous nous sommes aussi appuyés sur une étude récente réalisée dans le cadre du PRAPS-BF (2018).

Au total, sur 31 unités de transformation artisanales présentes à Bobo-Dioulasso, 14 collectaient du lait local à Bobo-Dioulasso en 2017. Il s'agissait pour la plupart de ces 31 unités de petites entreprises privées. Ces entreprises avaient moins de 10 ans pour la plupart. Seulement 6 sur 31 dataient d'avant 2008.

Les 14 laiteries utilisant du lait local collectaient un total de 370 tonnes par an (soit environ 1000 litres/jour), mais avec de grandes disparités : 3 laiteries collectaient 83% du total. Au total, 114 éleveurs ou collecteurs livraient à ces laiteries, dont 14 fermes laitières et 100 agro-pasteurs.

Figure 7 : Activité des unités artisanales de transformation laitière à Bobo-Dioulasso



Source : Données d'enquêtes Orasmaa, mars-avril 2017 (complétées par entretiens mars 2018)

## Les collecteurs et les groupements de collecte

La collecte est assurée soit par les éleveurs qui livrent directement aux minilaiteries, soit par des collecteurs privés. Ces collecteurs privés sont parfois eux-mêmes des éleveurs qui disposent d'un vélo ou d'une moto. Les collecteurs rencontrés au cours de l'enquête livraient en moyenne 10 à 25 litres par jour. Les marges brutes sont de l'ordre de 50 Fcfa/litre de lait. Les distances de collecte varient de quelques kilomètres à 50 km environ. Bien sûr, les marges des collecteurs varient en fonction de ces distances. Au moment de l'enquête, aucun collecteur ne disposait d'un matériel réfrigéré. Les bidons utilisés pour le transport du lait étaient des bidons en plastique.

Plusieurs groupements de collecte ont été mis en place autour de Bobo-Dioulasso dans le cadre de divers projets de développement, notamment depuis le lancement de la laiterie Faso Kosam. La quasi-totalité du rayon de collecte est ainsi couverte par des groupements constitués pour la majorité d'entre eux d'éleveurs peuls regroupés par village. A la fin des années 1990, ces groupements ont bénéficié d'un appui du PNUD. Aujourd'hui, si ces groupements restent actifs, il semble qu'aucun ne gère les recettes liées à la collecte dans une caisse collective : la plupart délèguent les fonctions de collecte à certains membres qui assurent le rôle de collecteurs privés.

Par ailleurs, un petit nombre de centres de collecte de lait (CCL) ont été mis en place plus récemment avec l'appui de projets de développement (Siri, 2018). Il s'agit de bâtiments dont la gestion est destinée à être confiée à des groupes d'éleveurs. Certains de ces CCL sont inactifs, d'autres sont animés par des collecteurs privés qui ont entrepris de livrer à des transformateurs. Ces CCL ne jouent

alors que le rôle de « point de collecte » où se rencontrent des éleveurs et des collecteurs. C'est le cas du groupement de Fara Koba qui a été visité au cours de l'étude. Un seul de ces centres situé dans les environs de Bobo-Dioulasso est animé par un groupe de femmes d'éleveurs qui transforment elles-mêmes leur lait : c'est le groupement de collecte « Kaoral » de Koumbia. Dans ce cas, il s'agit d'une forme de mini-laiterie collective.

Il n'existe pas dans la région des Hauts-Bassins de centre de collecte paysans multi-services tels que ceux qui existent autour de Niamey ou de Bamako. Ces centres de collecte reposent sur des groupements de producteurs. Ils assurent la fourniture de services (formations, approvisionnement en aliment bétail, collecte et refroidissement du lait). Dans le cas des centres de Niamey appuyés par le projet Nariindu, ces centres ne sont pas destinés à transformer le lait, même s'ils peuvent assurer une vente locale. Ils travaillent en partenariat avec une industrie de transformation à qui la majeure partie du lait est destinée (IRAM, 2016)

Par ailleurs, il faut citer ici l'existence d'une plateforme de collaboration qui fédère les acteurs de la filière lait à Banfora, dans la région des Cascades. Il s'agit d'un cadre collaboratif qui permet de mutualiser certains risques, de fixer les niveaux du prix du lait de manière collaborative, et de favoriser les synergies entre minilaiteries. Ce type d'organisation n'existe pas non plus dans la région des Hauts-bassins.

## Le prix du lait

Au moment de l'enquête, le prix d'achat du lait par les laiteries variait entre 400 et 500 Fcfa/litre, ce qui est un prix relativement élevé. Le prix au producteur variait de 250 à 400 Fcfa/litre, avec une moyenne située autour de 350 Fcfa/litre.

Lieu	Saison	Prix à la ferme	Prix collecte centre	Prix au quai
Farakoba (ferme)	Saison sèche	350	400	400
Farakoba (campement peul)	Saison sèche Hivernage	400 300 à 350		450 à 500 400
Bama (campement peul)	Saison sèche	250		400
Prix lait en poudre entier				350
Prix lait en poudre MGV				311

## Diagnostic des OP et dynamique institutionnelle dans la transformation

La filière est structurée collectivement par plusieurs organisations professionnelles qui sont nombreuses et qui apparaissent peu coordonnées. Ces organisations sont en effet à la fois des outils pour la construction d'actions collectives et des moyens pour les entreprises de se positionner vis-à-vis des projets ou des appuis divers en matériels ou en formation.

IPROLAIT : C'est l'interprofession de la filière lait. L'organisation a été créée en 2013. L'organisation n'a pas encore de statuts, mais elle tente d'organiser des activités de formation et d'échanges d'information. Cette organisation est appuyée par le projet Go-In initié par le GRET qui a démarré en 2017.

L'ATHB : Association des Transformateurs laitiers des Hauts Bassins. Cette organisation a été créée en 2011. Mais elle n'est pas très active actuellement. L'avantage de cette association est qu'elle regroupe la plupart des transformateurs de la ville, alors que l'UMPLB n'en regroupe que 3.

En dehors des groupements de collecte dont il a été fait état dans le précédent paragraphe, il existe dans la région de Hauts-Bassins plusieurs unions locales d'Agro-pasteurs. C'est le cas de la FEB.

L'UMPLB : Créée en 2007, l'Union Nationale des Mini Laiteries et Producteurs de lait Local du Burkina est une association qui regroupe 48 mini-laiteries (53 en mars 2018) « qui sont approvisionnées chacune par environ 40-50 producteurs. La quantité transformée est d'environ 100 à 300 litres par jour et par laiterie. L'Union nationale des mini-laiteries et producteurs du lait local du Burkina (UMPL/B) a tenu sa première assemblée générale en août 2008. Précédemment, Les 12 et 13 juillet 2007, 23 laiteries du Burkina (plus deux groupements d'éleveurs en lien avec une de ces laiteries) s'étaient réunis à la Maison du Retraité de Ouagadougou. La plupart des laiteries étaient représentées par une transformatrice (donc, travaillant à l'intérieur de la laiterie) et par un éleveur représentant les éleveurs qui fournissent le lait à cette laiterie. Voir le site <https://www.burkinalait.org>

Activités : l'UMPL/B a célébré la Journée mondiale du lait, le 1er juin 2016, à Ouagadougou. La deuxième édition des 72 heures du lait s'est tenue du 30 mai au 1er juin 2016 à Ouahigouya. La troisième édition des 72 heures du lait s'est tenue du 23 au 25 octobre 2017 à Ouagadougou. Selon le président de l'UMPL/B, Ibrahim Diallo, « les 72 heures ont pour but de faire la promotion du lait local au Burkina et cela pour permettre aux producteurs de vivre dignement de leurs activités. Car, a-t-il déploré, l'importation du lait en poudre menace sérieusement le développement de la filière lait local. « Le lait en poudre importé est présent dans nos marchés les plus reculés et sous diverses formes. Cette importation a de fortes conséquences à court et moyen terme sur l'économie et sur les conditions de vie des acteurs », a indiqué M. Diallo. » (...) « C'est pour lutter contre les effets néfastes des importations du lait que la coopérative Faircoop par solidarité avec les producteurs laitiers africains a pris l'initiative d'accompagner la mise en œuvre du projet de lait équitable "Fairefaso" au Burkina à l'image de celui de la Belgique, Fairebel », a expliqué M. Diallo. L'idée est de défendre et de promouvoir la filière lait local à travers la marque de qualité Fairefaso qui est désormais l'outil d'information et d'interpellation des consommateurs à privilégier les produits locaux. L'objectif de la marque Fairfaso est de labelliser la production d'un petit nombre de laiteries disposant d'équipements améliorés. Toutes les laiteries de l'UMPLB ne sont pas concernées par cette initiative. Le partenariat entre l'UMPL/B et les Belges a permis de doter la mini laiterie Kossam Yadéga, sise à Ouahigouya, d'équipements modernes et de fonds de roulement de l'aliment bétail en vue d'accroître sa production laitière. » Elle a été créée en 2007.

## 6. Propositions et pistes d'actions

Le diagnostic de la filière souligne plusieurs points de blocages :

Problème 1 : Une production agro-pastorale saisonnière qui rend difficile l'établissement de contrats de collecte.

- Difficultés des laiteries d'Etat



- Bilan mitigé des ranchs d'Etat
- Un système de crédit insuffisant
- Vision à court terme des projets
- Mais un dynamisme du secteur privé malgré les difficultés d'accès au crédit

Problème 2 : Des difficultés persistantes des structures de collecte et de transformation mises en place par l'Etat

- Difficultés des laiteries d'Etat
- Bilan mitigé des ranchs d'Etat
- Un système de crédit insuffisant
- Vision à court terme des projets

Mais :

- L'émergence d'un « secteur privé » dynamique
- L'émergence des organisations professionnelles (éleveurs et transformateurs)
- La multiplication des formations des acteurs

Problème 3 : Une concurrence de la poudre de lait en sacs de 25 kg pour la fabrication de yaourts

- Un prix plus bas
- Concurrence en termes de facilité d'usage
- Mais des créneaux porteurs « lait local »
- La possibilité de différencier les yaourts « lait local »
- Et une fiscalité en débat au niveau régional (TVA, TEC)

Problème 4 : une persistance de la pauvreté rurale

- Situation d'isolement économique et social des communautés agro-pastorales
- Difficultés d'intégration des populations rurales en raison du manque d'infrastructures
- Nécessité de promouvoir des activités de diversification des revenus des ruraux

Pour résoudre ces goulets d'étranglement et promouvoir le développement de la filière, nous formulons 4 types de propositions qui correspondent à des besoins et des suggestions formulés par les acteurs de la filière aux cours de nos entretiens.

Proposition 1 : L'appui à l'allotement des vaches traites chez les agro-pasteurs

- Allotement spécifique aux vaches traites
- Achats d'aliments
- Récolte et conservation de fourrages
- Sécurisation des débouchés
- Diversification économique des ménages (embouche, petit élevage, cultures fourragères....)

Proposition 2 : L'appui à l'essor des fermes laitières commerciales

- Savoir-faire laitier
- Amélioration génétique
- Alimentation
- Cultures fourragères
- Accès aux aliments
- Equipements (mécanisation foin et fourrages, abreuvement, traite, stabulation...)

Proposition 3 : L'appui aux entrepreneurs et groupements transformateurs

- Cf demandes de l'UMPL-B, l'ATL-B, IPROLAIT, COPROLAIT...
- Crédit et subventions équipements laiteries
- Crédit et subvention emballages
- Appui énergie solaire
- Formations (transformateurs, collecteurs et producteurs)

Proposition 4 : Conforter le rôle des collecteurs privés et des groupements d'éleveurs dans l'appro des UTL : travailler sur la contractualisation (partenariats, accords, engagements...)

- Débat sur les CCL / débat sur Fair Faso
- Collecteurs organisés avec laiteries
- Rôle important des collecteurs privés : formations possibles
- Organisation de la filière qui repose sur des relations de confiance entre acteurs
- Aller vers des instances de concertation

- Incitations fiscales à la collecte du lait local?

Bien sûr, ces 4 types de propositions sont complémentaires, et pourraient être intégrées au sein d'un projet intégré de partenariat économique responsable associant des organisations professionnelles burkinabé et étrangères.

## Conclusion

Il existe un potentiel important de développement de la filière laitière autour de Bobo-Dioulasso, en raison notamment de la proximité des élevages agro-pastoraux. La présence de fermes laitières commerciales est aussi un atout, même si le développement de ces fermes pose des problèmes techniques et organisationnels.

Des investissements ciblés sur les différents types d'exploitations produisant du lait, et sur la mise en relation, des transformateurs privés, des collecteurs et des producteurs pourrait permettre d'appuyer le développement de la filière lait local, en se basant sur les segments de marché les plus porteurs pour valoriser ce produit : lait pasteurisé, yaourts et dégué de qualité, beurres et fromages.

Ce type d'initiative pourrait aussi permettre une meilleure coordination des activités des différentes organisations professionnelles en présence.

## Bibliographie

Alimenterres (Collectif), 2006: "9 fiches pour comprendre les enjeux de la filière lait en Afrique, 22 p." [http://www.pasmep.org/docs/filiere\\_lait\\_local/fiches\\_enjeux\\_developpement\\_filiere\\_lait\\_bf.pdf](http://www.pasmep.org/docs/filiere_lait_local/fiches_enjeux_developpement_filiere_lait_bf.pdf)

Alliance « Milky Way For Development », 2016 : « Partenariat pour le développement de la collecte, la transformation et la distribution du lait local à échelle industrielle : Relevé de conclusions et de recommandations issus de la Deuxième table ronde sur le développement de la filière lait en Afrique de l'Ouest élargie à la Mauritanie et au Tchad », Les 2 et 3 Novembre 2016 à Abuja, Nigeria, 20 p.

Aubague S., 2016 : « Comment augmenter la consommation de lait liquide à base de lait cru collecté et pasteurisé au Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal) ? », draft, Care, Milky Way Alliance, Déc 2016, 1 p.

AVSF: Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (2015). AVSF sur les sentiers du lait local au Sénégal : un regard rétrospectif sur 18 années d'expériences en Haute Casamance. [https://www.avsf.org/public/posts/1852/filiere\\_lait\\_senegal\\_avsf\\_2015.pdf](https://www.avsf.org/public/posts/1852/filiere_lait_senegal_avsf_2015.pdf)

Barbière C., 2018 : « Comment l'UE exporte sa crise du lait vers l'Afrique », Euractiv, 1/03/2018, 1 p. <https://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/comment-lue-exporte-sa-crise-du-lait-vers-lafrique/>

- Blanchard M., F. SANOU, I. BAYALA, E. VALL « Compte rendu de l'atelier de restitution/validation des 4 scénarios favorables à la régulation de l'approvisionnement en lait cru des mini-laiteries » Projet REGAL, REduire les GAspillages de Lait (Méta programme Glofoods), CIRAD, CIRDES, DP ASAP, Bobo-Dioulasso, 22 p.
- Broutin C., Levard L. et Benkahla B. 2015 : « Note d'analyse de l'impact des politiques commerciales régionales sur la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest », GRET, APESS, Juillet 2015, 39 p. <http://www.gret.org/wp-content/uploads/Note-analyse-politiques-commerciales-filiere-lait-AO.pdf>
- Broutin C., Levard L., Goudiaby M.C., 2018, Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière « lait local », Paris, Gret, 100 pages
- CEDEAO, 2017 : « Note d'orientation de l'étude de faisabilité de l'offensive régionale pour la promotion du lait local en Afrique de l'Ouest », Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau, Commission de la CEDEAO, Avril 2017, 13 p.
- Chapon M. et Tourette Diop I., 2011 : « Filière Lait Local en Afrique de l'Ouest : Rôle des OPR, des petits et moyens éleveurs dans la pleine expression de son potentiel », Actes de l'atelier tenu à Bamako du 15 au 17 septembre 2010, AVSF / VSFB / AOPP / ICD, 70 p. <https://www.avsf.org/public/posts/647/filiere-local-lait-en-afrique-de-l-ouest-role-des-opr-des-petits-et-moyens-eleveurs-dans-la-pleine-expression-de-son-potentiel.pdf>
- Choplin G., « L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest », Étude réalisée à la demande d'Oxfam-Solidarité et SOS Faim Belgique, Juin 2016, 26 p. <https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2016/10/EtudIndusLait-FR.pdf>
- Corniaux C., 2015 : « L'industrie laitière en Afrique de l'Ouest : histoire, stratégies et perspectives », CIRAD, projet MilkWay, PPZS, Dakar, 36 p. + annexes [https://agritrop.cirad.fr/575311/1/document\\_575311.pdf](https://agritrop.cirad.fr/575311/1/document_575311.pdf)
- Corniaux C., 2017 : « Situation et potentiel du secteur laitier au Burkina Faso », GIZ / CIRAD, mars 2017, 46 p.
- Corniaux C., Duteurtre G. et Broutin C., 2014 : « Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest : l'essor des Mini-laiteries », Karthala
- Déclaration de Niamey, 2016 : « Déclaration rédigée lors de l'atelier de réflexion et d'échange sur le devenir de la filière lait local du bassin de production de Niamey qui s'est tenu à l'hôtel Sahel de Niamey du 1er au 2 juin, 2016 »,
- Duteurtre G., 2007 : « Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest : une synthèse », in *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, 60 (1-4), pp. 209-223.
- Duteurtre G., 2008 : « Des contrats pour mieux vendre le lait », in *Le Cirad en 2007*, Cirad, Montpellier, pp. 56-57

- Duteurtre G. et Corniaux C., 2013 : « Etude relative à la formulation d'un Plan d'actions détaillé de développement de la filière lait au sein de l'UEMOA », Rapport définitif, Etude réalisée par le CIRAD pour le compte de la Commission de l'UEMOA, Ouagadougou, mai 2013, 82 p. + annexes
- Gonin and Gautier, 2015 : "Shift in herders' territorialities from regional to local scale: the political ecology of pastoral herding in western Burkina Faso", *Pastoralism: Research, Policy and Practice* (2015) 5:7, DOI 10.1186/s13570-015-0023-z
- Gonin and Gautier, 2016 : "Herders' territorialities and social differentiation in Western Burkina Faso", *Nomadic Peoples*, 1 : p. 62-87.
- GRET (2016). Pour un soutien ambitieux à la filière "lait local" en Afrique de l'Ouest. Politiques & Pratiques de développement, Novembre, 23. Nogent-sur-Marne: GRET.
- GRET (2017) : « Projet GO-IN Burkina : Gouvernance des chaînes de valeur et inclusion des filières niébé, lait et produits forestiers non ligneux au Burkina Faso », Gret, Paris, plaquette 4 p.
- Hamadou S. et Bouyer J., 2006 : « Production laitière en zone périurbaine : Calcul de la rentabilité des fermes », Fiche Cirades-Cirad Productions animales en Afrique de l'Ouest n°21, projet Procordel, [http://www.cirades.org/IMG/pdf/F21\\_Rentabilite\\_fermes.pdf](http://www.cirades.org/IMG/pdf/F21_Rentabilite_fermes.pdf)
- Hamadou S., E. Palé, B. Hébié, 2007 : « Déterminants de la consommation des produits laitiers à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso : facteurs sociaux et sensibilité aux prix » in *Revue Élev. Méd. vét. Pays trop.*, 2007, 60 (1-4) : 51-58
- Hamadou S., Marichatou H., Kamuanga M., Kanwé A.B., Sidibé A.G., 2003. « Diagnostic des élevages laitiers périurbains : Typologie des exploitations de la périphérie de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ». *J. Agric. Environ. Int. Dev.*, 97 : 69-92
- Hamadou S., Tou Z., Toe P., 2008. « Le lait, produit de diversification en zone périurbaine à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) ». *Cah. Agric.*, 17 (5) : 473-478
- Ichidou Gagi, 2013 : « Mise en valeur des produits pastoraux : le cas des produits laitiers. Une expérience en Mauritanie », communication au colloque « La contribution de l'élevage pastoral à la sécurité et au développement des espaces saharo-sahéliens », colloque régional de N'Djamena, 27-29 mai 2013
- INSD, 2016 : « Annuaire statistique 2015 de la région des Hauts Bassins », Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), Décembre 2016, 233 p.
- IRAM, 2016 : « Promouvoir le lait local au Sahel : l'expérience des centres de collecte paysans multi-services au Niger », IRAM, projet Nariindu, 24 p. <http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/1038-promouvoir-lait-local-enseignements-nariindu.pdf>
- IRAM, Karkara, 2017 : « Note de soutien de l'Offensive Régionale Lait », Projet Nariindu 2 – Promouvoir le lait local au Sahel, Niamey, Nov. 2017, 5 p.

- L'économiste du Faso, 2015 : « Mines d'or: nouvel eldorado à l'Ouest du Burkina »  
<http://www.leconomistedufaso.bf/2015/02/06/mines-dor-nouvel-eldorado-a-louest-du-burkina/>
- Le Troquer Y., 1994 : « Les différentes filières d'approvisionnement de Bobo-Dioulasso en produits laitiers. Contribution à l'Etude des stratégies de développement de la production laitière en Afrique. », Montpellier, France, Cnearc / Gret, 73 p.
- Oumpet, 2007 : « Monographie de la province du Houet », <http://oumpet.skyrock.com/1145612932-MONOGRAPHIE-DE-LA-PROVINCE-DU-HOJET.html>
- Oxfam, 2018 : “Campagne régionale sur la promotion du lait local – atelier de validation et de planification de la campagne de promotion et de défense du lait local en Afrique de l'Ouest, 7-9 février 2018, Ouagadougou, Communiqué”, 4 p. (français et anglais)
- Oxfam, 2018 : « Atelier de validation et de planification de la campagne de promotion et de défense du lait local en Afrique de l'Ouest en 2018 et 2019 », Ouagadougou, les 7, 8 et 9 février 2018, Rapport provisoire, 31 p.
- Oxfam, 2018 : « En avant ! : des politiques laitières au service de demain en Afrique de l'Ouest », document définitif du 6 mars 2018, 33 p.
- Orasmaa T., 2017 : “Fostering locality in global value chains: Potential of small-scale milk processors to increase local milk sourcing, create employment and reduce milk powder imports in Burkina Faso”, Master's thesis, MSc in Agricultural Development, University of Copenhagen, CIRAD, Montpellier, 93 p. + annexes
- Orasmaa T., Duteurtre G., Corniaux C., 2016 : “The End of EU milk quotas: implications in West-Africa. Literature review and future perspectives », CIRAD, Milky Way, Montpellier, 40 p.
- Oudet, M. (2010 September, 2). Chances et menaces du nouveau programme laitier du Burkina Faso. [web page] Accessible at: <https://www.burkinalait.org/Accueil/38-10-chances-et-menaces-du-nouveau-programme-laitier-du-burkina-faso>.
- PRAPS-BF, 2018 : « Etude diagnostic des Unités de Transformation (UTL) et des Centres de Collecte de lait (CCL) », rapport de consultation.
- RBM, 2015 : « Note Politique sur la dynamique de la filière lait et la nécessité de politiques et de mesures fiscales appropriées pour le développement de la collecte du lait local en Afrique de l'Ouest », note politique rédigée par Djiby Dia et G. Duteurtre, Sept 2015, 5 p.
- Sanchez Garrido E. et I. Suarez Sanchez : 2015« Protection Sociale et Sécurité Alimentaire au Burkina Faso, Les Cantines Scolaires », Rapport Oxfam, <file:///C:/Users/duteurtre/Downloads/rr-food-security-burkina-faso-school-canteens-070415-fr.pdf>
- Sere A., 2017. Analyse de quelques paramètres physico-chimiques et sanitaires du lait cru de vache réceptionné à la laiterie Bonnet Vert à Bobo-Dioulasso. Licence, UCAO. 45 p.
- Sib O., Bougouma-Yameogo V.M.C., Blanchard M., Gonzalez-Garcia E., Vall E., 2017. Dairy production in Western Burkina Faso in a context of emergence of dairies: Diversity of breeding

practices and proposals for improvement. *Rev. Elev. Med. Vet. Pays Trop.*, 70 (3): 81-91, doi: 10.19182/remvt.31521

Siri D., 2018 : « Etude diagnostique des centres de collecte du lait (CCL) et des unités de transformation laitière (UTL) dans la zone d'intervention du Praps-Bf », rapport final, Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel - Burkina-Faso (Praps-Bf), Janvier 2018, 77 p.

Somda B d'E (Cirdes), 2017. Opération Pilote de Promotion du fromage type « Wagashi » à Bobo Dioulasso (Compte rendu final). Rapport d'étude, 21 p.

Sow D., 2016 : « A quand l'autosuffisance en lait au Sénégal ? » par le prof. Demba Sow, in Xalima.com, 30 juin 2016 <http://xalimasn.com/a-quand-lautosuffisance-en-lait-au-senegal-par-pr-demba-sow/>

Vall E., Dugué, Blanchard M., 2006 : Le tissage des relations agriculture-élevage au fil du coton, 1990-2005, *Cahiers Agriculture*, 15 (1) : 72-79.

## **Annexes**

Annexe 1 : Petit lexique du lait à Bobo-Dioulasso

Annexe 2 : Termes de référence détaillés de l'étude

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 5 : Informations sur les producteurs d'aliments et de tourteaux à Bobo-Dioulasso



## A1 : Petit lexique sur le lait à Bobo-Dioulasso

Français	Dioula	Foufouldé	Bobo
Eleveur	Begem Ballola / Begam Maarale	Maroabé	
Agriculteur	Senekelao	Lemoabe	
Berger		Duroobé	
Vache	Missi	Nayi	
Zébu peul	Kokoro	Seejodji	
Vache métis laitière	Toubabou Missi	Nayi Toubaké	
Lait	Nono	Kossam	Ngna nigui
Lait frais		Kossam Birad'am	
Lait pasteurisé en sachet	Nono kéné		Ngna nibi
Lait en brique	Nono conservini		
Lait caillé écrémé	Nono koumou	Kossam aanid'a	Ngna nisini
Yaourt brassé	Yaourt		Yaou
Lait en poudre	Nono mugu		
Lait en poudre infantile	Nono mourou Dégnéni		Bibita Ngna nini
Lait reconstitué	Nono mourou		Ngna niforo
Lait concentré sucré	Nono sucaroma		Ngna ni sucaroma
Crème maturée	Féné	Cetungo (Cetingo)	
Huile de beurre	Naari	Nebbam Nayi/ Nebbam kossam	
Beurre solide	Bèr		Bèr
Margarine	Bèr		Bèr
Savon issu de l'huile de beurre		Saabundé Fulbé	
Fromage peul du Bénin		Wagashi	
Fromage de type européen	Frômage		Frômage
Calebasse de traite		Birka	
Calebasse à fermenter		Hordé (Kossam)	
Couvercle en vannerie		Beddu	
Cuillère à lait en calebasse		Nidke Kossam	
Dessous de calebasse		Taargo	
Baratte à crème		Bolud'o Kossam	
Couscous de mil	Dègué Kourou		
Couscous de mil au lait fermenté	Dègué	Tchobba	
Couscous de mil au lait frais	Dègué kéné		
Vendeuse de dègué	Dègué fèré baroua		
Bouillie de riz	Malo бага		
Bouillie de mill	Gno kourou Baga		
Bouillie du soir	Olafé Baga		
Pot à lait en plastique		Tasa	
Bidon de collecteur		Bidon	
Collecteurs	Nono Tigui		

Source: Entretiens à Farako Ba chez les Peuls « Bobo » (patronyme Sidibé)  
 Entretiens à Bama chez des peuls « Yako » (patronyme Diallo)  
 Entretien à Koumbia et à Bobo pour les noms Bobo et Dioula

## A2 : Termes de références de l'étude

### Contexte et objectifs

L'élevage pastoral représente au Burkina-Faso entre 12 et 15% du PIB. Le Burkina Faso dispose d'un important potentiel laitier avec plus de 8 millions de bovins, plus de 7 millions d'ovins et plus de 11 millions de caprins. Au total, le pays possède 532 bovins pour 100 habitants. Il produit en moyenne 14 litres de lait de vache par an et par habitant, ce qui le place au 3ème rang des pays de l'Afrique de l'Ouest pour le disponible laitier. Toutefois, la plus grosse part du lait produit est autoconsommée. Le lait local n'intervient que faiblement dans les circuits de commercialisation et de transformation du lait. Du coup, le pays importe chaque année plus de 6 milliards de FCFA de lait et de produits laitiers, ce qui représente 2,5 litres équivalent lait par an et par habitant. Comme les autres pays de la sous-région, le Burkina Faso souffre ainsi de la déconnexion entre les systèmes d'élevage et les marchés urbains.

Plusieurs programmes de développement ont entrepris d'appuyer les systèmes de collecte de lait local. C'est notamment le cas du PAPSA (Projet d'Amélioration de la Productivité et de la Sécurité Alimentaire) qui finance des petites infrastructures de collecte. Dans la zone de Bobodioulasso, ce projet a permis la mise en place de 4 centres de collecte coopératifs. Mais seulement 1 était opérationnel en octobre 2017. Il a collecté 16.000 litres en 2016. En 2018, il est prévu de mettre en place 6 nouveaux centres de collecte de ce type autour de Bobo-Dioulasso. C'est aussi le cas du PNDFL (programme national de développement de la filière lait local). Ce dernier a donné lieu au démarrage en 2016 du Projet de développement de l'élevage laitier dans la zone de Ouagadougou (PDEL-ZPO) qui est financé conjointement par le Gouvernement du Faso et la Banque Islamique de Développement (BID) et placé sous la tutelle du Ministère des Productions Animales et Halieutiques (MPAH). Les investissements prévus par ce projet s'élèvent à 13 milliards de Fcfa. Il est conduit en partenariat avec SOPROLAIT (Société de Production de Produits Laitiers) issue de la COPROLAIT (Coopérative des Producteurs de Lait a été créée en octobre 2003). La SOPROLAIT prévoit l'installation d'une usine de fabrication de lait UHT à partir de lait local. Elle aura une capacité de 30.000 litres/jour. Dans la province du Tuy (Houndé), la SNV développe depuis 2008 un partenariat technique avec la Société coopérative des producteurs de lait (Socoprolait), fédération d'organisations de producteurs de la province. En 2011, la fédération rassemblait environ 184 membres et plus de 2 000 têtes de bétail, et collectait environ 20.000 litres/an, ce qui correspond à l'activité d'une mini-laiterie.

Parmi les acteurs professionnels, l'Union nationale des mini laiteries et producteurs de lait du Burkina (UMPL/B, qui regroupe 48 mini-laiteries), la Fédération des éleveurs du Burkina (FEB), et la COPROLAIT s'organisent depuis de nombreuses années pour améliorer la productivité et la valorisation du lait local. L'UMPL/B, en particulier, vise le renforcement d'un réseau de mini laiteries. A Bobo-Dioulasso, on recensait en mai 2017 14 mini-laiteries utilisant du lait local dont la plupart adhéraient à cette organisation. Parallèlement, l'Interprofession des acteurs de la filière lait du Burkina (IPROLAIT) a pris le relais des Tables Filière initiées par le programme PAF dans les années 2000 pour dynamiser la filière à travers des activités de concertation. IPROLAIT poursuit l'objectif d'améliorer et de structurer l'amont et l'aval de la filière lait au Burkina. Elle développe la concertation entre les différentes unions de la filière, promeut les accords interprofessionnels et œuvre à la simplification des procédures. L'IPROLAIT soutient également, comme par le passé, plusieurs informations ou formations thématiques selon les besoins formulés par leurs membres. On

peut citer celui de l'encadrement technique de l'insémination artificielle. Cette organisation va être appuyée par le projet GO-IN porté par le Gret et 7 autres partenaires techniques pour la période 2017-2022. Le projet GO-IN utilise d'ailleurs le vocable « table filière » dans ses documents de présentation. Des actions d'animation et d'appui aux membres par l'accompagnement des projets d'entreprises sont prévues en collaboration avec l'APESS. Ces actions auront lieu dès 2018 dans les zones de Ouagadougou, de Bobo-Dioulasso, et de Banfora, et, ultérieurement, dans les zones de Ouahigouya et de Djibo. Par ailleurs, des plateformes nationales telles que la CPF (Confédération Paysanne du Faso) appuient ces initiatives et conduisent des actions de plaidoyers auprès des pouvoirs publics. C'est cette organisation nationale qui est appuyée par Afdi.

A un niveau régional, le plaidoyer est assuré par des plateformes régionales d'organisations professionnelles telles que le RBM (Réseau Billital Maroobé), l'APESS (Association pour la Promotion de l'élevage au Sahel et en Savanes), ou le ROPPA (Réseau des Organisations Producteurs Agricoles). Dans le cadre de ce plaidoyer, la CEDEAO prévoit de lancer dans le courant de l'année 2018 une « Offensive régionale pour la promotion du lait local ». Cette offensive politique a pour ambition de contribuer à la promotion des chaînes de valeur du lait local, en vue de réduire de façon substantielle la dépendance régionale vis-à-vis des importations de poudre de lait. En plus des professionnels (RBM, APESS, ROPPA, CONFT –Confederation of traditional herders – COFENABVI), de nombreuses organisations régionales ou internationales appuient cette offensive telles que l'UEMOA, le CILSS, la FAO, le Coraf, le Hub Rural, l'Alliance « Milky Way for Development ». Plusieurs ONGs telles que le Gret, Care, l'Iram, VSF Belgique, ou AVSF participent aussi à cette dynamique. Une étude de faisabilité de la « Grande Offensive Régionale » a été lancée en octobre 2017, et a été confiée au CIRAD.

Afdi, organisation de solidarité internationale française et la CPF « ambitionnent de travailler sur plusieurs pistes d'amélioration de la position des producteurs membres des organisations de la CPF sur le marché de Bobo-Dioulasso :

- L'amélioration en quantité et en qualité de la production laitière des éleveurs burkinabè face à l'évolution de la demande urbaine.
- La valorisation de la production laitière des éleveurs (pasteurs, agropasteurs) qui est estimée à 250 millions de litres par an. Actuellement moins de 5% de ce lait est collecté et transformé par les unités de transformation.
- Des investissements concertés avec les organisations paysannes dans la filière, afin que leurs membres soient bénéficiaires des retombées de ces projets économiques. »

Pour la CFP, cette étude ciblée sur la ville de Bobo-Dioulasso doit permettre « d'envisager le développement de solutions de collecte auprès des éleveurs membres et de transformation qui correspondent à l'évolution de la demande locale. »

Pour Afdi, cette étude doit permettre « de renseigner des investisseurs français potentiels (coopératifs) sur les possibilités des projets économiques responsables incluant les éleveurs locaux et des OP en tant que parties-prenantes. »

Les trois objectifs principaux de l'étude sont les suivants :

- Obj. 1 : **Caractériser le potentiel du marché local**, c'est-à-dire les besoins des consommateurs ;
- Obj. 2 : **Définir le potentiel de l'offre locale** en lait et en produits laitiers
- Obj. 3 : **Identifier des goulets d'étranglement et les solutions** pour mieux connecter l'offre au marché local

L'étude vise à accompagner les commanditaires de l'étude (Afdi et CPF) en répondant aux différentes questions posées, à savoir :

Pour l'objectif 1 (potentiel du marché local) :

- Quelles sont les caractéristiques principales de la demande de produits laitiers à Bobo-Dioulasso ?
- Quels sont les types de produits consommés actuellement ?
- Quelles demandes spécifiques des consommateurs ne sont pas satisfaites ?
- Quels sont les segments de marchés porteurs pour des transformateurs utilisant le lait local ?

Pour l'objectif 2 (potentiel de l'offre locale) :

- Quelle est la structuration de l'offre de lait local à Bobo-Dioulasso ?
- Qui sont les principaux acteurs de la transformation ?
- Comment le lait local est-il commercialisé en vente directe ?
- Comment le lait local est-il utilisé par les transformateurs ?

Pour l'objectif 3 (goulets d'étranglements et solutions) :

- Comment faire évoluer les éleveurs d'une logique d'élevage allaitants vers une logique d'éleveurs laitiers ?
- Comment le lait en poudre concurrence-t-il le lait local, ou au contraire complète-t-il l'offre local ?
- Quels modes d'organisation des filières faut-il promouvoir pour favoriser la collecte de lait local ?
- Quels sont les principaux blocages techniques et institutionnels au développement d'une offre locale répondant à la demande des habitants de la ville et des transformateurs ?
- Quels actions et investissements seraient nécessaires pour dépasser ces blocages ?

## Hypothèses

Les hypothèses issues de la littérature qui pourront être formulées et discutées avec l'Afdi et la CFP sont les suivantes :

**H1 : Le secteur de la transformation laitière à Bobo est dominé par les mini-laiteries de forme privées.** Il convient de renforcer ces entrepreneurs (mini-laiteries) par des appuis et des formations aux bonnes pratiques d'hygiène, à l'emballage ou à la gestion informatisée des stocks, et par des crédits aux investissements en matériels et en équipement de collecte.

**H2 : L'amélioration de l'offre locale en lait passe par des appuis aux éleveurs** en termes de formation, d'investissements dans les infrastructures de collecte, d'accès aux aliments, d'accès aux produits et services vétérinaires, de sécurisation pastorale et foncière, d'accès au crédit. Ces appuis

sont nécessaires pour que les éleveurs s'engagent dans des modifications de leurs pratiques et investissent dans l'amélioration de la production laitière commercialisable.

**H3 : Il existe plusieurs modèles de filière** pour dynamiser la transformation laitière et les services aux éleveurs :

(i) **le modèle « laiterie privée »** dans lequel c'est l'entrepreneur (mini-laiterie ou laiterie) qui prend en charge les services aux éleveurs. Ce modèle nécessite un investissement de départ important, ainsi qu'un entrepreneur engagé qui porte le projet. *Exemple : Le Fermier (Kolda), La Laiterie du Berger (Richard-Toll), etc ;*

(ii) **le modèle de « coopérative appuyée par un ou plusieurs projets »** dans lequel une ONG ou une organisation professionnelle prend en charge à la fois la mise en place de la laiterie et les services aux éleveurs. Plusieurs configurations sont possibles, en fonction de l'expérience locale, de la stratégie du projet ou de l'ONG qui appuie la structure : la laiterie peut être gérée de manière collective, ou bien confiée à un « gérant » ou « prestataire » qui suit un cahier des charges. *Exemples : les centres de services Narindu (Niger), laiterie ADID (Dahra), laiterie Adena (Namarel) etc...*

(ii) **le modèle mixte** où une laiterie industrielle contractualise avec une organisation professionnelle pour que l'organisation prenne en charge elle-même la collecte et / ou les services aux éleveurs. *Exemples : Mali-lait à Bamako, Laiterie Tiviski à Nouakchott, etc.*

**H4 : La promotion de la collecte de lait local passe par des réglementations et des régimes fiscaux en faveur du lait local**, qui sont susceptibles de favoriser à long terme les investissements en faveur de la collecte locale. Mais le lait local ne peut remplacer à court terme le lait en poudre importé utilisé par les laiteries.

Ces hypothèses issues de plusieurs travaux de recherche conduits en Afrique de l'Ouest devront être discutées avec les acteurs locaux de la filière laitière à Bobo-Dioulasso. Elles seront confirmées, reformulées ou modifiées au fur et à mesure des entretiens et des enquêtes.

## Méthode de travail

Les activités ciblées sont les suivantes :

### 1. Revue bibliographique et collecte de données secondaires

Un travail bibliographique sera mené sur le marché des produits laitiers en Afrique de l'Ouest, au Burkina-Faso et à Bobo-Dioulasso. Ce travail devra caractériser les spécificités du marché de Bobo-Dioulasso dans son environnement et permettre un meilleur cadrage des enquêtes. Les différents types de produits fabriqués et commercialisés seront listés. Ce travail s'appuiera sur les documents déjà produits par le CIRAD (Duteurtre et Corniaux, 2013 ; Corniaux et al., 2014 ; Corniaux, 2016 ; Orasmaa, 2017). Des guides d'entretiens pour les enquêtes de terrain seront réalisés avant le départ.

Ce travail sera complété par des visites en début de mission auprès des personnes ressources à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, afin de s'informer des dernières évolutions des politiques et des projets en cours. Ces visites permettront aussi de collecter des données secondaires sur les importations, sur l'élevage et sur les filières laitières au Burkina-Faso et en particulier à Bobo-Dioulasso

## **2. Enquête consommateurs**

Une enquête sera conduite auprès d'un panel de consommateurs de Bobo-Dioulasso, afin de comprendre leurs habitudes de consommation de produits laitiers et les produits qu'ils seraient susceptibles d'acheter. Cette enquête s'appuiera sur 4 ou 5 entretiens de groupe (*focus groups*) réalisés au sein des ménages et dans les restaurants de rue. Parallèlement, les prix des différents produits sur le marché de Bobo-Dioulasso seront relevés pour identifier les différentiels en faveur ou en défaveur des produits issus de lait local.

## **3. Enquête auprès des éleveurs**

Une enquête auprès des éleveurs de la région des Hauts-Bassins permettra d'estimer le potentiel de production et la capacité des éleveurs à répondre à la demande des transformateurs et des consommateurs. Une dizaine de visites seront prévues. Les différents types d'éleveurs seront pris en compte : pasteurs et agro-pasteurs, éleveurs périurbains semi-intensifs et intensifs. Cette enquête permettra aussi d'évaluer l'importance réciproque des ventes directes de lait au consommateur et de la collecte de lait par les laiteries. L'enquête terrain sera complétée par la base de données élaborée par le CIRAD et le CIRDES dans le cadre de la thèse d'Arielle Vidal.

## **4. Enquête transformateurs et commerçants**

Une enquête auprès des transformateurs et des commerçants de la zone permettra de mieux comprendre la place du lait local dans les stratégies des transformateurs. Il s'agira de rencontrer 5 ou 6 mini-laiteries et les centres de collecte. Cette enquête sera complétée par la base de données collectée en mars-avril 2017 par le CIRAD et le CIRDES dans le cadre d'un stage sur les unités de transformation (Orasmaa, 2017).

## **5. Formulation de recommandations**

L'étude donnera lieu à la formulation d'une série de recommandations pour permettre à l'offre de lait local de mieux répondre à la demande urbaine à Bobo-Dioulasso. Ces recommandations devront en particulier caractériser les investissements indispensables à une meilleure valorisation du lait local. Les discussions conduites en amont avec Afdi et la CPF permettront de mieux orienter cette réflexion.

L'étude débutera en décembre 2017 et prendra fin au plus tard le 15 avril 2018. La mission de terrain sera programmée dans le courant du premier semestre 2018 en concertation avec Afdi et la CPF.

### A3 : Liste des personnes rencontrées

Issoufou Porgo (CPF, secrétaire permanent)		issouporgo@yahoo.fr;
Al-Ayatt Ouedraogo (IPROLAIT),	70 54 00 55	noural2009@hotmail.fr
Issiaka Hebié (Afdi, chargé de mission),	70 28 68 62	agro.bkf@Afdi-opa.org
Yacouba Barry (UMPL-B)	70 87 30 38	boubadji2005@yahoo.fr
Enok Kaboré (Copro lait)	70 24 97 46	enokaborem@yahoo.fr
Nadège Kaboré (Copro lait)	60 36 37 37	coprolait02@gmail.com
Amadou Tamboura (FEB)	70 26 77 49	tamadou11@yahoo.fr
Badiara Léon (DPFA du MRAH)	70 18 65 00	badiara_leon@yahoo.fr
Zongo Bi (DPAF, service lait)	70 28 94 62	
Mamadou Sangaré (CIRDES)		<a href="mailto:mamadousangare@hotmail.com">mamadousangare@hotmail.com</a>
Mathieu Vigne (CIRAD Cirdes)		mathieu.vigne@cirad.fr
Koanda Seydou (DR des Hauts-Bassins)	78272746	
Ivariste Thierry Kombary (DPRAH Houet)	70721642	combary_evariste@yahoo.com
Jean-François Bonkougou (conseiller élevage santé)		boukougoujean@yahoo.fr
Moussa Ouedraogo (DPRAH, technicien élevage)		ouedraogo.moussa@yahoo.com
Adiaratou Koanda (Responsable provinciale labo vétérinaire)		adiaratoukoanda@yahoo.fr
Barry Yaya (Président FEB région des hauts bassins)	70 25 27 42 / 70 63 55 58	
Mme Diallo (secrétaire groupement Kaoral du Koumbia)		
Sidibe Moumouni (Kossam de l'Ouest)	70 25 76 83	sidibemoumouni@yahoo.fr
Maryam Diaby (UMPLB)		diabym91@yahoo.fr
Jacob Kiema (CPF)		jacob.kiema2@gmail.com
Seydou Oueadraogo (CPF)		<a href="mailto:ouedsey22@yahoo.fr">ouedsey22@yahoo.fr</a>
Mme Seydou (Koumba lait)		
Mr Traore (Zoumouta)		
Mme Diallo (Bonnet Vert)		

## A4 : Fiche sur le Wagashi

**Résumé** : Les peuls du nord du Bénin et du Togo confectionnent depuis très longtemps le « *Masa Kossam* » ("galette de lait"), le *wagashi* (ou *wangashi*). En langage Fon (Bénin) : *Amon*

Amon. Fabrication améliorée fromage frais wangachi. Film, 26min38.

<https://www.youtube.com/watch?v=bz0uLIsOVBo>

Bergounhoux D., 2009. Wagashi, Gâteau de lait. Film Eau Vive Burina Faso, 07min09. (musique de fin de Diallo Hamidou sur le Masa Kossam) : film sur le groupement des femmes de Koréa appuyé par l'antenne Eau Vive de Diori

<https://www.youtube.com/watch?v=mONamJzYgHQ>

Ulrike Jung, 1997 : « Le fromage Peulh au Bénin : Facile à produire et bien apprécié », vidéo en 3 parties, projet de Promotion de l'élevage dans l'Atacoa, Natitingou, Bénin, GTZ, 1997 (mis en ligne par Marlis Kees en 2009)

« FROMAGE Peulh partie I de III Benin » (jusqu'au chauffage) (9min 35)

[https://www.youtube.com/watch?v=e\\_wUowEDRIM](https://www.youtube.com/watch?v=e_wUowEDRIM)

« FROMAGE Peulh partie II de III Benin » (jusqu'au salage) (9 min 28)

<https://www.youtube.com/watch?v=z6RJH9nLqV4>

« FROMAGE Peulh partie III de III Benin » (5 min 05)

<https://www.youtube.com/watch?v=Fv5UaxPtKWc>

Cuisine béninoise et d'ailleurs, 2017 : « Cuisine béninoise: Fromage béninois (WAGASHI ) », Cuisine béninoise et d'ailleurs (2min 24) <https://www.youtube.com/watch?v=A-6MSQeLanw>  
= Comment on frit le Wagashi

Salefran F.R., 2016 : « les Peuls: fabrication de fromage Wagashi au Bénin », (5 min 44),

<https://www.youtube.com/watch?v=zg1r5N69ofw>

= fabrication en milieu agropastoral



## A5 : notes sur les producteurs d'aliments et de tourteaux

**La société Nouvelle Huilerie et Savonnerie (SN Citec)**, est une société de droit privé créée en 1995, filiale du Groupe GEOCOTON. Elle est la première agro-industrie du Burkina Faso opérant dans le secteur des oléagineux, à travers la production et la commercialisation d'huile issue de la graine de coton. Elle produit également du savon de ménage à partir de corps gras végétal. Elle a pour objet le développement du secteur des oléagineux et toutes opérations commerciales et industrielles s'y rattachant.

La SN Citec, produit depuis 1941 de l'huile alimentaire de coton raffinée sous la marque SAVOR commercialisée en bidon de 20 litres, de 5 litres et en dosette de 100 millilitres. Les activités industrielles de la SN Citec s'intéressent essentiellement à deux filières de production : l'huilerie et la savonnerie. Elle met à la disposition des consommateurs des produits diversifiés qui répondent aux normes nationales et internationales de qualité.

Capacité totale de trituration de graines de coton : 120 000 tonnes / an.

Huile végétale raffinée : 20 000 tonnes / an.

Savon de ménage : 6 000 tonnes / an. A partir de corps gras végétal (beurre de karité, acide gras de palme, coprah, etc.), le savon de ménage SN Citec est obtenu par le procédé de saponification en discontinu.

Source : <http://importateur.apexb.bf/item/sn-citec/>

**Jossira Industries S.A.** produces refined, cholesterol free cottonseed oil. It also produces animal feed. The company was founded in 2001 and is based in Bobo-Dioulasso, Burkina Faso.

Source : <https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/snapshot.asp?privcapId=224502460>

### **Huileries de Bobo-dioulasso : un fort taux de mévente qui inquiète**

« Les unités industrielles de production d'huiles de Bobo-Dioulasso vivent cette année, une situation difficile. Il s'agit d'une importante mévente d'huiles produites par leurs usines. Aussi, ils ont invité le gouverneur de la région, Nebilma Joseph Bakouan à venir constater la situation ce lundi 30 septembre 2013. Première étape de cette visite, **l'huilerie SOFIB** de l'opérateur économique, Djanguiniba Barro, par ailleurs président de la Chambre de commerce et d'Industrie de l'Ouest. La visite a permis de constater le stockage de 336 000 litres d'huile dans les tanks, et **5500 à 6000 tonnes de tourteaux** pour mévente. La visite s'est poursuivie à la SN-CITEC, où il a été constaté le stockage de 500 tonnes de savon (grosses et petites boules), de 100 000 bidons d'huile de 20 litres, **7200 tonnes de tourteaux de coton et 9000 tonnes d'aliments à bétail**. Le tout estimé à 5 milliards de FCFA. Le Cap a ensuite été mis sur **l'huilerie Watam**, puis à l'huilerie Ba Mariama où étaient entreposés 3000 tonnes de coton graines et 10 000 bidons dans le magasin.

A l'étape de **l'Huilerie Nouvelle du Faso (HUNOFA)**, la mévente constatée est de l'ordre de 3281 bidons d'huile de 20 litres chacun **et 6207 sacs de 50 kg de tourteaux**. La dernière étape de la tournée a été l'Huilerie et savonnerie du Faso où le prix du bidon d'huile a été réduit de 13500 F à 11000 F du fait de la situation de mévente »

Source : <http://www.burkinapmepmi.com/spip.php?article18568>